

Cote d'Ivoire : Alassane Ouattara, entre grandes annonces et petits pas pour la réconciliation nationale !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 09 AOÛT 2022

1155

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**La réunion de niveau
décisionnelle**

**Des fortes
décisions
prises!**



44^{ème} session de l'ANPE : Des résultats probants enregistrés !



Sénégal - Élections législatives : Le président Macky Sall perd la majorité absolue



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

08 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

445

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

02

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

560 610 Vaccinations incomplètes

1 505 994 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 237

Guéris

30 414

Décès

739

dont 08 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.23



P.30



/ Une /

La réunion de niveau décisionnelle : Des fortes décisions prises !

P.5

/ Brèves /

Message clé de la conférence de presse du Comité Stratégique M5-RFP Mali Kura 03 08 22 : Nous n'avons pas créé un nouveau Mouvement, mais mis en place une nouvelle direction du M5-RFP appelée Comité Stratégique M5-RFP Mali Kura
 Mali : 5 policiers tués, 1 blessé et 3 portés disparus suite à une embuscade contre la relève du poste de police frontière de Sona
 Mise en œuvre de l'APR : Le Mali s'engage à intégrer 26 000 ex-combattants dans l'armée Mali-Russie : Des échanges fructueux entre l'ambassadeur du Mali à Moscou et le représentant spécial du président de la fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique
 Diplomatie : Le Mali et l'Algérie conviennent de densifier davantage leur partenariat
 Otage français : La famille d'olivier Dubois veut rencontrer la ministre des affaires étrangères Colonna

P.13

P.13

P.14

P.14

P.15

P.15

/ Actualité /

44ème session de l'ANPE : Des résultats probants enregistrés !
 Coopération commerciale Mali-Afrique du Sud : Pour un partenariat gagnant-gagnant
 Vie chère : Le Mali prend d'importantes mesures pour atténuer l'inflation
 Communiqué du Conseil des Ministres Extraordinaire du dimanche 07 août 2022

P.21

P.23

P.24

P.25

/ Politique /

Assemblée électorale du CNPM : Des subterfuges pour écarter Diadié dit Amadou Sankaré
 Consortium des femmes dans la transition : Immersion dans le processus de la refondation

P.28

P.30

/ Culture & société /

Assainissement : Bamako sous les ordures

P.31

/ International /

Sénégal- Élections législatives : Le président Macky Sall perd la majorité absolue
 Mise en œuvre de l'accord d'Alger : L'Algérie salue l'engagement des parties maliennes
 Cote d'Ivoire : Alassane Ouattara, entre grandes annonces et petits pas pour la réconciliation nationale !
 49 soldats ivoiriens détenus au Mali : AFFI N'GUESSAN veut connaître « les intentions réelles du régime » des 5 colonels
 Arrestation des 49 militaires au Mali : Affi N'Guessan (FPI) évoque une décision « surprenante et préoccupante »
 Entretien avec Youssou Ndour, lead-vocal du super étoile et ministreconseiller auprès du Chef de l'Etat : Pourquoi je suis absent de la campagne électorale...»

P.32

P.33

P.34

P.35

P.35

P.36

/ Sport /

Foot : la sœur de Cristiano Ronaldo réagit au retourné acrobatique de Messi face à Clermont

P.39

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow
 • **Redacteur en Chef :**
 • **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
 • **Service Commercial :** Youssouf Diarra
 • **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



La réunion de niveau décisionnelle

Des fortes décisions prises !

Echanger entre Maliens en toute franchise et sans langue de bois en vue de donner coup d'accélérateur à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, tel était l'objectif de la réunion de niveau décisionnelle qui s'est tenue la semaine dernière. La cérémonie de clôture a été présidée, le vendredi 5 août 2022, par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement et des parties signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger.

Cinq jours durant, la réunion de niveau décisionnelle a été un tremplin pour des parties signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger d'accorder les violons. Après des débats francs, des décisions importantes ont été prises pour la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger. Les participants à la réunion de niveau décisionnelle ont statué sur certains points tels la réparti-

tion du quota global pour l'intégration des ex combattants dans les corps constitués de l'Etat y compris les forces armées et de sécurité, les réformes politiques et intentionnelles non liées à la réforme Constitutionnelle. Placée sous la présidence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, la réunion de niveau décisionnelle, a eu des discussions bilatérales conduites par le ministre de la Réconciliation, de la Paix, de la Cohésion sociale, chargé de

l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale. Ces rencontres ont été sanctionnées par des relevés de conclusions entre la partie gouvernementale et chacun des mouvements. Ces relevés de conclusions partielles constituent les engagements fermes entre les parties. Les mouvements ont saisi cette occasion pour formuler des demandes, propositions et doléances dont le gouvernement a pris bonne note. Ces questions seront traitées par la commission technique. La réunion a permis de prendre les décisions ci-après : l'intégration de 26. 000 ex-combattants en deux tranches. Les parties ont convenu que les 13 000 combattants de la première tranche sont répartis selon le quota ayant fait l'objet d'un consensus entre les parties et la seconde a été programmée sur la période 2023-2024, la création



et l'opérationnalisation d'une commission Ad'hoc chargée de conduire les travaux et de formuler des propositions pour la gestion au cas par cas des hauts cadres civils et militaires des mouvements signataires. Cette commission, qui sera mise en place de façon concertée dans les meilleurs délais, proposera les modalités de prise en charge des hauts cadres militaires des mouvements signataires à intégrer dans la chaîne de commandement, le gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires pour diligenter les réformes politiques et institutionnelles non liées à la réforme constitutionnelle. En ce qui concerne les réformes prévues par l'Accord et liées à la révision constitutionnelle, le soin est laissé au gouvernement de veiller à les soumettre au comité de rédaction de la nouvelle Constitution en étroite collaboration avec les mouvements signataires. Pour le ministre de la Réconciliation, de la

Paix, de la Cohésion sociale, chargé de l'accord pour la paix Ismaël Wagué, la construction de la paix est un service hautement honorable dont l'accomplissement concourt à préserver nombre de vies, d'opportunités et d'acquis. C'est la mission la plus difficile et la plus simple qu'un homme peut être amené à accomplir dans sa vie. Il a rendu un hommage particulier à tous les acteurs dont l'engagement a concouru à la tenue de la réunion de niveau décisionnelle. A ses dires, cette rencontre a permis aux parties de s'accorder sur des parties essentielles de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Cette rencontre, dit-il, a eu le mérite de réunir les filles et fils de la patrie dans un dialogue franc, conviviale, tenue dans un esprit de respect mutuel même dans les contradictions en vue de générer les consensus permettant de tenir la promesse faite aux populations éprouvées de notre pays, de leur

apporter une paix stabilisante et durable. « **Tant que nous demeurons dans ce dialogue fraternel aucune contradiction ne survivra à la volonté commune que nous allons reconstruire ensemble la paix** ». Il a saisi cette occasion pour saluer la forte mobilisation des membres du gouvernement. Ce qui dénote de la volonté du gouvernement à trouver des solutions acceptables pour assurer la restauration et la consolidation de notre pays. Satisfécit partagé par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga qui a salué la disponibilité, la flexibilité, l'engagement et l'esprit de compromis dont les participants ont fait montre et ayant permis d'aboutir aux résultats encourageants contenus dans le communiqué final. « **Ce faisant, les conditions idoines ont été créés permettant de recréer l'espoir pour repartir sur de bonnes bases de se donner les moyens, en tant que partie malienne d'accélérer le processus de mise en œuvre de l'accords. Il s'agit là d'une nouvelle fenêtre d'opportunité, d'un nouvel air qui souffle devant nous et que nous avons l'obligation de conforter avec de progrès substantiel dans les semaines et mois à venir** », a-t-il précisé.

Enfin, le Premier ministre a rassuré les parties signataires que le gouvernement de Transition, sous l'autorité du Président Assimi Goïta, ne ménagera aucun effort pour mettre en œuvre sa part d'engagement de ce qui a été convenu.

■ Ibrahim Sanogo



■ Croissanceafrique.com

CA

(CROISSANCE AFRIQUE)-Au Nigeria, et Confor-
mément à son engagement à combler le fossé
numérique en Afrique, le fournisseur de services
Internet et vocaux solaires pionnier d'Afrique de l'Ouest, Tizeti est
sur le point d'étendre ses opérations au Nigeria et au Ghana, et dans
la nouvelle Côte d'Ivoire et Togo en plus de réfléchir à la liste de sa
filiale nigériane. Avec plus de 2,8 millions d'abonnés sur sa plate-
forme, un chiffre d'affaires de plus de 11 milliards de nairas sur 10
ans et aucune dette, la société envisage une offre publique initiale
(IPO) sur le marché boursier pour les investisseurs/actionnaires tout
en envisageant d'étendre ses empreintes....



■ Malick Konate



Bon, l'aéroport de Dakar aussi était confronté
à ce problème de kérosène hein. Pour le cas du
Mali, espérons que nos autorités aéroportuaires
trouveront une solution à cela dans un bref délai.
#Bèki_Takè #MonNouveauMali

■ Financial Afrik

FA

Constituée seulement en septembre 2021, So-
cium.Job, le jobboard qui connecte les entre-
prises africaines aux talents locaux et à ceux issus
de la diaspora, annonce le succès d'un premier tour de table. C'est
ce que confirme le fondateur de la société, Samba Lo, trentenaire,
formé en mathématiques appliquées à l'école Polytechnique de Paris.



Selon une recherche menée par le traqueur de prix crypto CoinGecko,
basée sur les données Google Trends des termes de recherche fré-
quemment utilisés par les personnes intéressées par la crypto-monnaie,
les concitoyens du président Muhammadu Buhari sont les plus
intéressés par la crypto-monnaie depuis le krach boursier d'avril
2022.



La banque islamique du Nigeria, Jaiz Bank, a annoncé lundi 8 août
un bénéfice net de 2,54 milliards de nairas (6,9 millions) au premier
semestre 2022 contre 1,99 milliard de nairas (5 millions USD) une
année auparavant, enregistrant ainsi une croissance de 28%.



Souley DeParis B-52

3 m · 🌐

URGENT
UN AVION AIR-IVOIRE
A319 IMMATRICULÉ TU TSY
SAISI CE VENDREDI 5 AOÛT
2022 À L'AÉROPORT MAYA
MAYA AU CONGO BRAZZAVILLE.
AINSI VA LA RÉPUBLIQUE 🇨🇩

■ Filinfos



| SÉCURITÉ

L'Académie de Police du Burkina Faso a célébré
la 3ème édition de la nuit de l'excellence ce mardi

02 août. Au cours de cette cérémonie, les mérites des 50 nouveaux Sous-Lieutenants de Police, des enseignants et des encadreurs ont été reconnus.



■ Abdoulaye Bah



Ce sont les derniers barouds d'honneur de Barkhane qui est en partance pour le Niger. Le Mali n'a pas fini avec la France qui va rester active à la frontière nigérienne. Mais, avec les nouvelles acquisitions maliennes avec la Russie, il sera très difficile pour Barkhane de continuer à déstabiliser la zone des 3 frontières. Si jamais, la MINUSMA tente de se substituer aux français, les FAMA sont suffisamment avisées pour les neutraliser. Les troupes africaines de la Minusma et les touaregs sécessionnistes doivent arrêter leurs manigances qui seront tout de suite démasquées. À bon entendeur, salut !



■ Bacary Camara



Plusieurs pages spéciales seront consacrées aux treize (13) femmes-maires qui dirigent les communes. La première est Mme Diabaté Mamou Bamba maire de la commune rurale de Pelengana. Elle vient de boucler un second mandat.

Mme Sanogo Kadiatou Coulibaly maire de Diomaténé (Cercle de Sikasso)

Mme Sidibé Rokia Diakité Wassolon Balé (Cercle de Yanfolila)

Mme Labou Fomba, maire de Meridiana (Cercle de Bougouni)

Mme Alima Diagouraga, maire de Diafounou Diongaga (Cercle de Yelimané)

Mme Coulibaly Fatoumata Tangara, maire de Yangasso (Cercle de Bla)

Mme Dicko Dieneba Sidy Dicko, maire de Airé (Cercle de Douentza)
 Mme Kadidia Diawara, maire de Dandougou fakala (Cercle de Dienné)
 Mme Sacko Awa Sacko, maire de Madina Sacko (Cercle de Banamba)
 Mme Félicité Diarra, maire de San (Cercle de San)
 Mme Néné Damba, maire de Gandougou 2 (Cercle de Kita)
 Mme Fatoumata Diallo, maire de Toukoto (Cercle de Kita)
 Mme Djiré Mariam Diallo, maire de la commune III (district de Bamako)



■ Daouda Bakary Kone



Mali : environ 142 millions USD de recettes fiscales collectées par la Direction des domaines au 1er semestre 2022

■ Radikal Mag



La trouvaille de Sankara pour le sahel... Ce qui aurait évité ce que nous vivons.

"Nous allons quadriller le sahel."

À chaque angle au 5 km², nous créerons un oasis géré par une unité de l'armée. Il y a une nappe souterraine dans toute la zone que nous utiliserons pour alimenter nos productions. Ensuite nous ramènerons le chemin de fer à Dori pour permettre à nos éleveurs d'évacuer facilement et à moindre coût leurs bétails. Nous avons à faire à des peuples nomades, ce qui rend l'éducation difficile. Alors, nous allons

recruter leurs enfants comme enseignants pour faire des écoles mobiles. Les écoles suivront les élèves où ils iront. Enfin nous construirons un littoral avec des pioches, des pelles et des explosifs grâce à la force de nos bras.

Ainsi nous ne serons plus dépendant de la natte du voisin " .

QUAND LE PRÉSIDENT SANKARA PARLAIT DU SAHEL.

Extrait de son entretien avec le colonel major Bernard Sanou.

Valère Somé disait qu'il n'y a pas d'autres voies, que celle tracée par Thomas Sankara. On peut et on doit l'emprunter sinon on fera du surplace. Nous n'empruntons pas la voie, nous divagons et subissons actuellement.

Pour vu qu'on en tire les leçons, qu'on sorte de nos égoïsmes, nos incapacités, nos incompétences pour savoir tirer leçon de ceux que les autres ont fait et qui ont marqué l'histoire.

Respects capitaine.

Respects au CNR d'avoir osé inventer l'avenir.

Ce n'était pas que des mots mais j'en vision teintée d'une ferme conviction à réaliser avec les moyens de bord et pour le salut du peuple.

Aujourd'hui on a tué l'espoir, même le chemin de fer s'est arrêté à Ouagadougou...

Si le rappel peut réveiller les gens à Kossyam...

#Coachzine #4aoûtVictoire



■ Nouhoum Koné



Le saviez - vous ?

Au Moyen - Âge, dans une ville française, les femmes mettaient un léger poison dans le petit déjeuner de leurs maris, et puis quand ils rentraient chez eux dans la nuit, elles leur donnaient l'antidote, donc le poison ne leur faisait pas de mal.

Au cas où les hommes ne rentraient pas à la maison parce qu'ils étaient ailleurs et que l'antidote ne leur avait pas été administré, ils avaient des maux de tête, des nausées, une dépression, des douleurs. Plus l'homme était loin de chez lui, plus il était malade, et puis quand il rentrait chez lui, sans le savoir, sa femme lui donnait l'an-

tidote et il allait mieux en quelques minutes.

Avec cette horrible astuce, les hommes ont été arnaqués, parce qu'ils imaginaient qu'être loin de chez eux leur causerait douleur et dépression, alors ils se sont attachés à leur maison et à leur femme. Si seulement, cette astuce existait de nos jours



■ NIANG TV



MDAC : Une délégation allemande chez le ministre de la Défense

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara a reçu une délégation allemande conduite par, Dr. Christian Buck, Directeur Afrique Subsaharienne et du Sahel au Ministère Allemand des Affaires Etrangères, chef de la délégation, le lundi 8 août 2022. C'était dans la salle de conférence de son département, en présence de plusieurs chefs militaires.



■ Awa Sylla



Y'a pas plus nul service que Orange money et Isago. Depuis hier nuit personne ne peut recharger son compte.

← Tweet

 **Moussa Sey Diallo**
@MackeD223

Le parti URD a tjrs été une entité respectée. Il a été, après le décès du prsdt S. Cissé, dans une zone normale de turbulence. Il est temps, après l'annonce officielle du chronogramme, que ses cadres engagés viennent prouver la fibre patriotique de cet efficace outil national.



14:32 · 05 août 22 · Twitter for Android

■ Samprin Bob



#Tessit peut être une bataille d'étape perdue mais nous gagnerons cette guerre contre ces cafres.
De cœur avec nos FAMAS et soutien sans faille.

■ Fahad Ag Almahmoud



Précision concernant Tessit : exécution d'Ilyas Ag Kaho 2eme adjoint au maire de Tessit; Abdoul Malick Ag Ahna 1er adjoint au maire a été enlevé par les éléments de l'EIGS. Pour l'instant sa mort n'est pas confirmée; celle d'Alhassane non plus.

■ Diakité Modibo



Les terroristes soutenus par des forces étrangères ont attaqué à Tessits. Les ennemis dedans dont à majorité des jeunes ont tué et enlevé des innocents.

■ Serge Daniel



#Mali-Côte-D'Ivoire-Affaire des 49 militaires ivoiriens retenus au Mali : D'après mes infos, le Président du Haut conseil islamique du Mali et l'archevêque de Bamako ont effectué une démarche commune auprès des autorités maliennes en vue d'un dénouement heureux et diligent.

#Mali-Vie chère /Conseil des ministres extraordinaire ce 7/08/2022 sur "La hausse anormale et injustifiée des prix de certains produits de première nécessité" sur le marché malien. Le gouvernement " rassure que toutes les dispositions seront prises pour contenir cette hausse" ...

■ Livres AU Sénégal



Sigidi kaSenzangakhona communément connu sous le nom de Shaka était un grand roi et conquérant zoulou. Il vivait dans une région du sud-est de l'Afrique entre le Drakensberg et l'océan Indien, une région peuplée de nombreuses chefferies nguni indépendantes. Au cours de son bref règne, plus d'une centaine de chefferies ont été réunies dans un royaume zoulou qui a survécu non seulement à la mort de son fondateur, mais plus tard à la défaite militaire et à des tentatives calculées de le séparer.

Alors qu'il est devenu m. anhood, Shaka a commencé à découvrir de nouveaux talents et facultés. Sur le plan extérieur, il était grand et puissamment construit, et son talent et son audacieux lui donnaient une maîtrise naturelle sur les jeunes de son groupe d'âge ; à l'intérieur, il développait une soif de pouvoir. Probablement quand il avait environ vingt-trois ans, il a été recruté dans l'un des régiments de Mthethwa où il trouva une satisfaction qu'il n'avait jamais connue auparavant. Avec l'impie dans le régiment iziCwe, il avait la compagnie qui lui manquait auparavant, tandis que le champ de bataille lui offrait un stade dans lequel il pouvait démontrer ses talents et son courage.

Ses actes remarquables de courage ont attiré l'attention de son seigneur surexcité et, s'élevant rapidement dans l'armée de Dingiswayo, il est devenu l'un de ses plus grands commandants. À cette époque, Shaka a reçu le nom de Nodumehlezi (celui qui, assis, fait grandir la terre). Pendant qu'il était dans l'armée de Mthethwa, Shaka s'est engagé dans des problèmes de stratégie et de tactique de combat, et Dingiswayo a beaucoup contribué aux réalisations ultérieures de

Shaka dans la guerre. Le militarisme devait ensuite être un mode de vie pour lui, et un mode de vie qu'il devait infliger à des milliers d'autres. Souvenez-vous du grand Shaka Zulu, fondateur du royaume zoulou, génie militaire... Ase !!!

: Late Henry Cele (acteur sud-africain)

Les gars, faisons passer notre chaîne YouTube (YT: Historical Africa) à 10k abonnés. Veuillez cliquer sur le lien pour vous abonner.



■ Abdoul MBAYE



La signature de l'Accord Bissau 2022 sera un des acquis majeurs de la gouvernance de Macky SALL. Rien ne vaut la paix interne! Toutes nos félicitations à l'armée sénégalaise, aux franges du MFDC concernées et au President Macky SALL, sans oublier les acteurs de l'ombre.

■ Devos Kitoko Mulenda



Le secrétariat Général de l'Engagement pour la Citoyenneté et le Développement informe l'opinion nationale et internationale que Maman Marie MASEMI a été amenée par la police à la résidence de Mr Antoine Félix Tshilombo, à la demande de Madame Denise Nyakeru pour un entretien.

■ Gouvernement du Mali



Bamako | 08 juillet 2022 !

Ouverture ce lundi matin des travaux de la 36ème session du Comité de gestion des activités aéronautiques nationales du Mali.

La cérémonie était présidée par Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures, Mme DEMBÉLÉ Madina SISSOKO.

Cette session du Comité de gestion, qui se tient à mi-parcours, permettra de faire un bilan d'étape des activités menées au cours de l'année courante et d'évaluer la mise en œuvre partielle des résolu-

tions et recommandations issues de la précédente session.

Dans son allocution d'ouverture des travaux, le Ministre DEMBÉLÉ Madina SISSOKO a rappelé la réalisation de certains projets d'investissement comme :

la maintenance de la bande de piste de Bamako ; la réhabilitation des pistes d'aérodromes ; l'acquisition d'un véhicule incendie moyenne puissance pour Sikasso et Tombouctou ; l'aménagement de l'aire de sécurité d'extrémité de piste et du prolongement dégagé, côté seuil 09, de Kayes ; le projet d'installation d'une source d'énergie permanente à l'aéroport Dignagan de Sikasso.

Il ressort des documents soumis à l'examen de la présente session que des actions significatives ont été réalisées. Le Comité de gestion appréciera les activités ci-après :

- Concernant les bâtiments et infrastructures techniques : l'achèvement des travaux de construction du nouveau siège de la Délégation de l'ASECNA ; l'aménagement de la cour et la réhabilitation du bâtiment de maintenance d'aérodrome au niveau de l'Aéroport International Président Modibo Keita- Sénou ; l'aménagement d'infrastructures pour les Services de lutte contre l'incendie à Nioro, Kayes et Sikasso ; la réhabilitation de bâtiments aux aéroports de Nioro et de Yélimané.

- Concernant les stations météo synoptiques : l'acquisition d'une station météo automatique d'aérodrome pour Sikasso ; la construction d'un nouveau parc météo à la station de San ; l'acquisition de divers équipements météorologiques pour les besoins opérationnels des stations météo de l'intérieur ;

- Concernant les aires de mouvements et voiries : les travaux d'aménagement du poste de stationnement avions dit « poste isolé » de Bamako ; le renforcement du marquage des pistes d'atterrissage de Bamako, Kayes et Sikasso ; l'exécution de travaux de réparation d'urgence au niveau de la piste d'envol de Mopti.

En termes de perspective, le Ministre SISSOKO a déclaré que les actions devraient être axées, pour le reste de l'année, essentiellement sur la réalisation des projets inscrits au programme d'investissement non encore exécutés. Il s'agit notamment :

- des travaux de remblayage de la bande de piste de Bamako ;
- de la poursuite des travaux de réhabilitation des pistes d'aérodromes, en particulier celles de Nioro et Mopti ;
- de l'acquisition de véhicules incendie de moyenne puissance pour Sikasso et Tombouctou ;

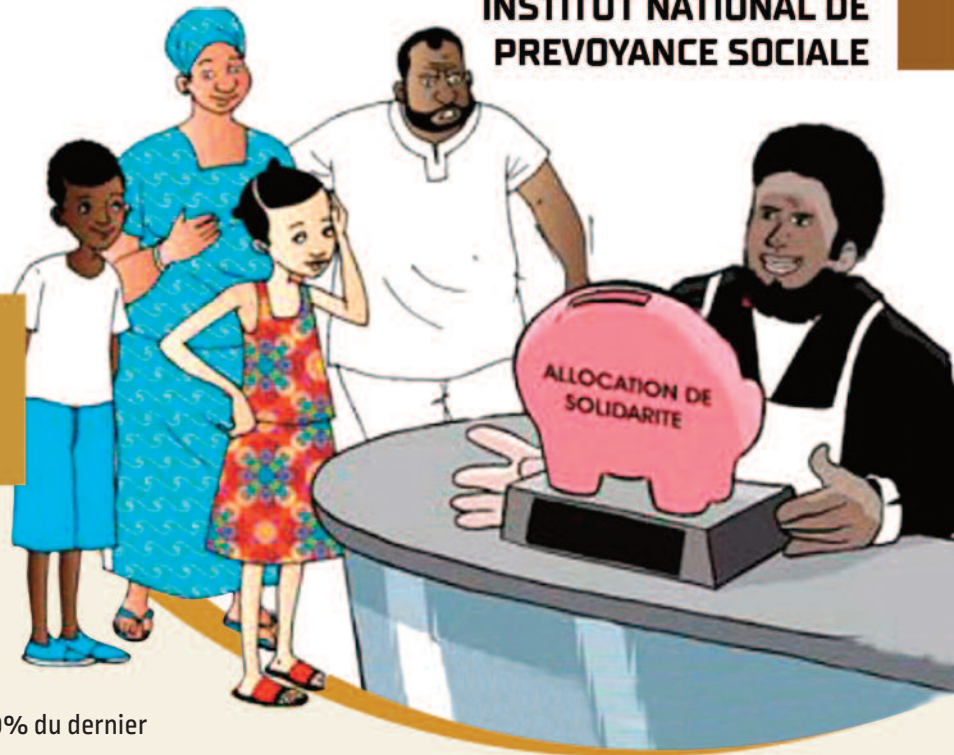
- des travaux d'aménagement de l'aire de sécurité d'extrémité de piste et du prolongement dégagé au niveau de la piste de l'aéroport de Kayes ;

- de la réhabilitation du balisage lumineux de l'aéroport de Kayes.

Par ailleurs, il faut noter que tous les indicateurs de pilotage concernant la gestion du trafic, l'information aéronautique, le niveau de protection contre l'incendie, la disponibilité des équipements de communication et de navigation sont au vert sur tous les aéroports relevant de sa gestion.

Cellule Communication du Ministère des Transports et des Infrastructures !

L'ALLOCATION DE SOLIDARITE



Conditions d'ouverture du droit :

- Être Agé de 53 ans au moins,
- Avoir accompli au moins 6 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation,
- Ne pas disposer de ressources supérieures à 80% du dernier salaire perçu,
- Introduire la demande à l'INPS dans un délai de deux (2) ans à compter de la cessation d'activité.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Demande d'Allocation de Solidarité	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur. éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait mois de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur / Salarié	L'employeur (quelques bulletins de salaire)
Certificat de vie	Autorité municipale	Autorité municipale

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de solidarité est calculée sur la base de trois éléments prédéterminés:

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2%;
- la durée minimale d'assurance (DMA).

Le montant de l'allocation de solidarité (AS) s'obtient en appliquant la formule suivante :

$$AS = SMIG \times 2 \times TA \times DMA$$

Exemple : Un assuré âgé de 54 ans comptant 9 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours des huit dernières années d'activité.

L'allocation de solidarité de l'intéressé se calcule comme suit :

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2 : $40\,000 \text{ FCFA} \times 2 = 80\,000 \text{ FCFA}$
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée minimale d'assurance (DMA) : 13 ans
- le montant de l'allocation de solidarité est de : $80\,000 \text{ FCFA} \times 2 \times 2\% \times 13 = 20\,800 \text{ FCFA}$.

Date d'effet :

L'allocation de solidarité prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Message clé de la conférence de presse du Comité Stratégique M5-RFP Mali Kura 03 08 22 : Nous n'avons pas créé un nouveau Mouvement, mais mis en place une nouvelle direction du M5-RFP appelée Comité Stratégique M5-RFP Mali Kura



Fvaire du M5-RFP un acteur majeur de la gouvernance d'une transition de rupture en lieu et place d'un M5-RFP devenu spectateur, voire complice et soutien actif de la poursuite des mauvaises pratiques de gouvernance par le Premier ministre et son gouvernement Un M5-EFP fortement implique pour :

✓ la restauration de la sécurité et le redéploiement de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national afin que chaque malienne et chaque malien aient un égal accès à tous les services publics (santé, éducation, eau potable, justice, etc.) ;

- la rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance ;
- poser les piliers de la refondation de l'Etat.

Un acteur majeur de la gouvernance de l'après-transition en vue de la préservation des acquis de la transition d'une part, et bâtir le Mali Kura d'autre part.

Cela est d'autant plus important que réussir la transition ne servirait pas à grand-chose si les nouvelles autorités de l'Etat issues des élections de fin de transition peuvent revenir sur ses acquis, tourner le dos au Mali Kura et réinstaller la gouvernance dans les voies du Mali Koro. En somme, il s'agit d'un repositionnement politique du M5-RFP sur son esprit originel et en faire en pratique une force politique efficace de veille, de soutien, de critiques, de propositions et d'actions en partenariat avec toutes les autres forces acquises à sa vision.

C'est parce que le Président de l'ancien Comité Stratégique et ses affidés dans ce Comité ont abandonné l'esprit originel du M5-RFP pour le réduire en une caisse de résonance à son service et qui, pour se faire a objectivement travaillé à casser le M5-RFP en recourant à toutes

Mali : 5 policiers tués, 1 blessé et 3 portés disparus suite à une embuscade contre la relève du poste de police frontière de Sona



Communiqué de la direction générale de la police nationale | Bamako, le 07 août 2022 | Le 07 août 2022 vers 10 heures 30 minutes, la relève descendante du poste de police frontière de Sona a heurté un engin explosif suivi de tirs nourris d'assaillants non encore identifiés. Le bilan est de cinq (05) policiers tués, un(01) blessé et trois portés disparus.

Une mission des Forces de Défense et de Sécurité, dépêchée sur les lieux est en train de procéder au ratissage de la zone et rechercher activement les portés disparus.

La Direction Générale de la Police Nationale présente ses condoléances les plus attristées aux familles des défunts et souhaite prompt rétablissement au blessé.

Toutefois, la Direction Générale de la Police Nationale rassure la population, qu'elle poursuivra avec courage et détermination sa lutte contre la criminalité et la délinquance sous toutes ses formes.

Le Directeur Général
Inspecteur Général de Police Soulaïmane TRAORE
Chevalier de l'ordre National

sortes de mesures (outrances et outrages, suspension/exclusion, népotisme et clientélisme, gestion clivante de l'Etat, etc.). L'arbre ne doit pas cacher la forêt, c'est cet abandon de la vision originelle du M5-RFP qui est la cause réelle de la crise semée à dessin au sein du Comité Stratégique à travers la prise de ces mesures.

Il importe aussi de savoir, que nous avons décidé de créer une nouvelle direction du M5-RFP après avoir tout tenté à l'interne en vain pendant plusieurs mois pour ramener le Président du CS du M5-RFP à la raison et le CS à son esprit originel.

Le temps est venu de reconstruire le M5-RFP sous le leadership d'hommes et de femmes exemplaires, totalement engagés pour une rupture véritable avec les mauvaises pratiques de gouvernance et pour bâtir le Mali Kura.

Konimba SIDIBE
Président du Comité Stratégique M5-RFP Mali Kura

Mise en œuvre de l'APR : Le Mali s'engage à intégrer 26 000 ex-combattants dans l'armée



Le gouvernement malien intégrera 26 000 combattants d'une ancienne rébellion du nord dans son armée dans le cadre d'un accord avec les dirigeants de l'ancien mouvement indépendantiste, ont annoncé les deux parties à l'issue d'une réunion vendredi. L'accord indique une nouvelle dynamique dans la mise en œuvre bloquée d'un accord de réconciliation signé il y a des années. La réunion de vendredi était présidée par le premier ministre Choguel Kokalla Maïga en présence de plusieurs partenaires du Mali, dont le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et chef de la mission de maintien de la paix au Mali, El Ghassim Wane, et d'autres ambassadeurs.

Le gouvernement malien intégrera 26 000 combattants d'une ancienne rébellion du nord dans son armée dans le cadre d'un accord avec les dirigeants de l'ancien mouvement indépendantiste, ont annoncé les deux parties à l'issue d'une réunion vendredi.

L'accord indique une nouvelle dynamique dans la mise en œuvre bloquée d'un accord de réconciliation signé il y a des années.

La réunion de vendredi était présidée par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga en présence de plusieurs partenaires du Mali, dont le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de la mission de maintien de la paix au Mali, El Ghassim Wane, et d'autres ambassadeurs.

« Le gouvernement du Mali ne ménagera aucun effort pour remplir ces engagements », a déclaré Maïga.

Aux termes de l'accord, la réintégration des ex-combattants se déroulera en deux phases, la seconde s'achevant en 2024. Une commission sera formée pour présenter des propositions visant à intégrer les officiers supérieurs du mouvement dans la chaîne de commandement de l'armée.

L'accord de paix initial, signé en 2015 entre le gouvernement et les groupes indépendants armés non extrémistes du nord du Mali, est resté au point mort.

« Les choses ont tendance à stagner et à ne jamais se faire, et c'est le cas depuis des années », a déclaré Rida Lyammouri, chercheur principal au Policy Center for the New South. « Mais si les décisions sont exécutées, c'est une bonne chose car dans le nord, la population souffre. »

L'accord de paix initial, signé en 2015 entre le gouvernement et les groupes indépendants armés non extrémistes du nord du Mali, est resté

Mali-Russie : Des échanges fructueux entre l'ambassadeur du Mali à Moscou et le représentant spécial du président de la fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique



Le 5 août, le représentant spécial du président de la fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique et vice-ministre des affaires étrangères de la fédération de Russie, m. Mikhail Bogdanov, a reçu l'ambassadeur de la république du Mali à Moscou, Harouna Samaké, à sa demande.

Au cours de l'entretien, ils ont discuté des questions actuelles de développement continu des relations traditionnellement amicales entre la Russie et le Mali, y compris l'expansion de la coopération mutuellement avantageuse dans les domaines commercial, économique, scientifique et technique, humanitaire et autres.

En même temps, les parties ont réaffirmé la volonté de Moscou et de Bamako d'approfondir le dialogue politique et de renforcer la coordination de leurs positions de principe sur les questions d'intérêt mutuel discutées aux Nations Unies et dans d'autres formats multilatéraux. Ambassade de la Fédération de Russie au Mali

au point mort.

« Les choses ont tendance à stagner et à ne jamais se faire, et c'est le cas depuis des années », a déclaré Rida Lyammouri, chercheur principal au Policy Center for the New South. « Mais si les décisions sont exécutées, c'est une bonne chose car dans le nord, la population souffre. »

Source : intellivoire

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 4422 23 / Email: ampikile@gmail.com
Site: www.malikile.com

Diplomatie : Le Mali et l'Algérie conviennent de densifier davantage leur partenariat



Dans le cadre des consultations politiques régulières entre le Mali et l'Algérie, le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, son excellence monsieur Abdoulaye Diop est en visite de travail à Alger du 7 au 9 août 2022.

Lors de sa visite, le Chef de la diplomatie malienne s'est entretenu avec son homologue algérien, ce dimanche 7 août, notamment sur le renforcement des relations de fraternité et de coopération qui unissent les deux pays ainsi que les perspectives d'une nouvelle dynamique à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Dans cet esprit, il a été convenu de poursuivre les efforts conjoints pour densifier davantage le partenariat algéro-malien dans divers domaines et de relancer les mécanismes de coopération bilatérale, y compris le Comité bilatéral stratégique dont la 18ème session est prévue à Bamako, la Grande commission mixte ainsi que le Comité bilatéral frontalier.

S'agissant de la mise en œuvre de l'Accord d'Alger, les deux Ministres se sont félicités des résultats encourageants de la réunion décisionnelle de haut niveau tenue à Bamako du 1er au 5 août concernant notamment la question du désarmement, démobilisation et réintégration et certains aspects des réformes politiques et institutionnelles.

Ils ont particulièrement souligné la nécessité de préserver et de soutenir cette dynamique positive de paix et de réconciliation en vue de conforter le processus en cours de réformes et de retour à l'ordre constitutionnel et favoriser une paix durable dans le pays. A cet effet, les chefs de la diplomatie des deux pays ont échangé sur la réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Accord devant se tenir prochainement à Bamako.

Enfin, les deux Ministres ont abordé les développements sur la scène régionale à la lumière des défis imposés par la prolifération des menaces terroristes et de la criminalité transfrontalière dans les pays de la bande sahélo-saharienne.

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

Otage français : La famille d'Olivier Dubois veut rencontrer la ministre des affaires étrangères Colonna



Seul otage français recensé dans le monde, Olivier Dubois a été enlevé depuis bientôt 500 jours au Mali. Sa famille qui espère obtenir de ses nouvelles, demande une nouvelle fois à rencontrer la ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna.

Cela fera bientôt 500 jours que le journaliste français Olivier Dubois est retenu en captivité au Mali. Sans nouvelles depuis plusieurs mois, sa famille espère rencontrer la ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna. "Nous avons écrit à Mme Colonna le 30 mai dernier pour lui demander un rendez-vous en physique avec elle, nous n'avons pas encore reçu de réponse de sa part et nous espérons qu'elle se manifesterait très rapidement", expliquent ses proches samedi 6 août sur BFMTV.

"Nous avons des contacts avec la cellule de crise qui sont des contacts sporadiques. Lorsque nous avons des contacts avec eux, nous n'avons pas d'informations sur cette situation et cela fait 16 mois que cela dure", détaille Canele Bernard, soeur de l'otage Olivier Dubois sur BFMTV.

Jeudi 4 août, interrogée par Libération sur le sort du journaliste, la ministre des Affaires étrangères a prôné la "discretion" dans l'action du gouvernement pour le faire libérer. "Tous les efforts sont déployés pour obtenir (sa) libération", a assuré Catherine Colonna. "Que personne n'en doute", a-t-elle poursuivi. "Nous savons que ces efforts peuvent prendre du temps pour produire des effets", a ajouté la ministre.

Des déclarations qui n'ont pas rassuré la famille d'Olivier Dubois. Dès le lendemain, elle a lancé un appel aux Français, les demandant d'envoyer au président Emmanuel Macron une carte postale pour demander sa libération. "Sans timbre, c'est gratuit", précise le communiqué de la famille. Les 500 jours de l'enlèvement d'Olivier Dubois tomberont le 21 août. Il a fêté son 48e anniversaire en captivité ce samedi 6 août.

Le journaliste indépendant, qui vit et travaille au Mali depuis 2015, avait lui-même annoncé son enlèvement dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 5 mai 2021. Il y expliquait avoir été kidnappé le 8 avril à Gao, dans le nord du Mali, par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principale alliance jihadiste au Sahel, liée à Al-Qaïda. En janvier, sa famille a lancé une pétition en ligne pour demander sa libération. Et en avril dernier, pour le premier anniversaire de son enlèvement, elle avait réalisé une vidéo pour sensibiliser le public, avec la participation de plusieurs journalistes.

Source : Bamada



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement **du Directeur des Ressources humaines** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

I. MISSION DU POSTE :

- faire appliquer la législation du travail en vigueur tant par l'OCLEI que par ses employés ;
- définir une politique de recrutement et appuyer sa mise en œuvre (recrutement, embauche, formation et rédaction des contrats de travail, vérification de la conformité des contrats et des pratiques de l'OCLEI aux règles de droit du travail (Code du travail, conventions et accords collectifs) ;
- gérer l'évolution des carrières de la vie professionnelle des salariés : retraite, maladies, accidents, formations, congés, rupture de contrat, contrôle des conditions de travail des salariés ;
- instaurer la grille salariale de l'OCLEI ;
- s'occuper de la gestion de la paie des salariés (établissement des bulletins de paie et déclarations sociales) ;
- gérer les conflits et œuvrer un bon climat social au sein de l'OCLEI;
- développer des projets d'entreprise visant à accroître la motivation du personnel ;
- sensibiliser les employés aux impératifs d'hygiène, de sécurité et d'environnement sur leur lieu de travail ;
- contribuer à la mise en œuvre de la politique de communication interne par la diffusion des informations économiques et sociales liées aux objectifs de l'OCLEI ;
- représenter l'OCLEI lors de négociations avec les représentants du personnel.

Pour l'aider dans sa mission, le **directeur des ressources humaines** peut avoir un ou plusieurs collaborateurs placés sous son autorité. Il doit savoir travailler en équipe et surtout déléguer certaines tâches.

II. Compétences :

- avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- être apte à travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique;
- Qualités relationnelles.



III. Qualifications requises :

Formation :

- être titulaire au moins d'un diplôme universitaire (BAC+4) dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines ; droit du travail, droit social, économie, finances, gestion d'entreprise et d'administration;
- avoir au moins 10 ans d'expérience dans la gestion des ressources humaines ;

Expérience :

- avoir plus de 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité en ressources humaines dans le secteur public ou privé.

Connaissance linguistique :

- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Connaissance informatique :

- bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Emails sous environnement, logiciels de gestion R.H et similaires).

Les candidatures féminines sont encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

IV. Lieu de travail

Le Directeur des Ressources humaines sera basé à Bamako et pourra être déplacé en cas de besoin en tout autre endroit.

V. Dossiers à fournir

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- un CV actualisé daté et signé;
- une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation et des attestations de travail et de formations dans des postes de responsabilités occupés;
- certificat de nationalité ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique (recrutement@oclei.ml) / en copie (louologuem@oclei.ml), (skeita@oclei.ml) et (dmoussa@oclei.ml).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement du **Community Manager** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

I. MISSION DU POSTE :

Assister le chef du service de la communication dans la stratégie d'organisation et de développement de la communauté en ligne et la dynamisation du site web de l'OCLEI.

II. Tâches :

- participer au développement de la stratégie de communication de l'OCLEI ;
- produire des contenus sur le net (photo, vidéo, son) ;
- animer des groupes d'internautes;
- planifier des posts (contenus) ;
- interagir avec les membres de la communauté ;
- convertir des internautes en relais d'informations ;
- augmenter la présence digitale et accroître la visibilité de l'OCLEI ;
- faire la mise à jour régulière du site web de l'OCLEI.

III. Compétences :

- capacité avérée à planifier, organiser et mettre en œuvre des activités de communication sur les médias sociaux ;
- très bonne connaissance et de capacité d'analyse des tendances sur les réseaux sociaux ;
- grande capacité rédactionnelle ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- grand modérateur et diplomate ;
- très bonne maîtrise de la langue française ;
- connaissance avérée de la veille sociale ;
- grande capacité à coordonner et à travailler en équipe ;
- excellente capacité d'écoute et d'aptitude à communiquer oralement et à l'écrit ;
- qualités relationnelles.

IV. Qualifications requises :

Expérience :

- avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle ;
- avoir une grande expérience dans la création, le développement et le suivi d'un media social ;
- avoir une bonne connaissance du paysage médiatique du Mali et du milieu des éditeurs de contenu de médias sociaux.



Connaissance informatique :

- bonne connaissance de l'outil informatique ;
- excellente connaissance des réseaux sociaux ;
- capacité avérée dans la mise à jour de site web , intranet et web TV;
- capacité avérée en prise de vue (Photo – vidéo) ;
- bonne connaissance de Photoshop et d'autres logiciels similaires.

Connaissance linguistique :

- excellente connaissance du français (orale et écrite) ;
- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Les candidatures féminines sont en encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. Dossiers à fournir :

- un CV actualisé daté et signé ;
- des copies légalisées des diplômes obtenus ;
- des attestations et certificats de travail;
- un extrait de l'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- des attestation de formation en Community Manager ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique (recrutement@oclei.ml) / en copie (louologuem@oclei.ml), (skeita@oclei.ml) et (dmoussa@oclei.ml).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.



44^{ème} session de l'ANPE : Des résultats probants enregistrés !

Le rapport d'activités présenté aux administrateurs fait ressortir un bilan de 83 activités exécutées sur 103 prévues pour un taux de réussite 80,06%. C'est la quintessence de la 44^{ème} session du conseil d'administration de l'agence nationale pour l'emploi. La session était présidée par Issa Bengaly président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). C'était en présence du directeur, Ibrahim Ag Nock et des administrateurs.

Au cours de cette session, les membres du conseil d'administration ont eu à adopter le compte rendu de la 43^{ème} session ordinaire du conseil, évaluer l'état



d'exécution des recommandations de la 43^{ème} session, examiner le tableau de suivi de la mise en œuvre du plan d'actions 2021, examiner et adopter le plan d'actions 2022, examiner le rapport d'exécution du budget 2021 et adopter le projet de budget 2022.

Dans son intervention, le directeur général de l'agence nationale pour l'emploi, Ibrahim Ag Nock, a salué les acteurs qui ont concouru au résultat flatteur de sa structure. Il a, égale-

ment, remercié les plus hautes autorités du pays pour leur clairvoyance dans la promotion de l'emploi dans notre pays. « **Sur les indicateurs 2021-2025 surtout portion 2021, nous avons enregistré 4000 demandes d'emplois et pour 3000 offres. Nous avons effectué aussi 2000 placements sur l'ensemble du territoire national au niveau du plan salarié. Quand on prend aussi la composante d'auto-emploi, l'ensemble**





des activités d'insertion et de propositions emplois dans les divers corps de métiers y compris l'emploi rural, vous avez 3000 emplois générés, donc emplois directs et indirects. En déclinaison de résultats sur la composante perfectionnement conversion, nous avons fait entrée 4000 en formation qualifiante et diplomate mais aussi formation à la carte », a-t-il souligné.

Courant exercice 2021, l'agence nationale pour l'emploi, a disposé de la même période d'un budget de 7 milliards de franc FCFA exécutés à hauteur de souhait. A en croire, le directeur Ibrahim Ag Nock, les commissaires au compte

ont certifié les états financiers 2021 de l'agence nationale pour l'emploi, à ce niveau il y a un total bilan de 7 milliards FCFA qui est dû au fait que l'expertise immobilière, le patrimoine foncier a été intégrée au niveau de l'actif du bilan. « **Ceci nous amène à un bilan de 7 milliards, là aussi le taux d'exécution du budget est de l'ordre de 82%** », a-t-il renchéri.

Issa Bengaly, président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi dira que cette session se tient à un moment où l'ANPE a entamé en 2021, la mise en œuvre de son nouveau plan stratégique de développement PSD, vision 2021-2025. Ce nouveau PSD

est la continuation de l'ancien pour faire de l'Agence nationale pour l'emploi d'ici 2025 un service public d'emploi performant pour la promotion de l'emploi et des compétences pour tous.

Cerise sur gâteau, les administrateurs du conseil d'administration, ont profité de l'occasion pour saluer la confirmation du Directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi à la présidence de l'association africaine et à la vice-présidence de l'association mondiale des services d'emploi public.

■ Ibrahim Sanogo

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Coopération commerciale Mali-Afrique du Sud : Pour un partenariat gagnant-gagnant

L'hôtel de l'amitié de Bamako a servi de cadre à une journée d'échange entre les hommes d'affaires maliens et sud-africains sur les opportunités d'échanges commerciaux le vendredi 5 août. C'est une initiative conjointe de l'Agence pour la promotion des investissements (API) et l'ambassade de la République d'Afrique du Sud au Mali. L'objectif est de rapprocher les deux peuples, à travers des investissements conjoints ou séparés dans les pays respectifs.

Prenant parole, le Chargé d'affaires de l'ambassade d'Afrique du Sud au Mali, a déclaré que beaucoup de commerçants ont pris attache avec l'ambassade pour voir les opportunités de partenariats entre ces deux pays.

Ainsi, il a précisé que c'est dans cette logique qu'ils ont organisé cette session d'information pour que les maliens puissent savoir comment on peut investir en Afrique du sud.

En effet, il a précisé que plusieurs secteurs sont concernés à savoir l'agriculture, la transformation, l'énergie, les mines etc. Pour lui l'objectif recherché est de renforcer les relations d'échanges entre le l'Afrique du Sud et le Mali.

Du côté des hommes d'affaires maliens, on se dit également intéressés par ces échanges qui constituent en quelque sorte un pont essentiel entre l'Afrique du sud et le Mali. « **Nous sommes en train d'expérimenter, nous avons pris des contacts qui vont pouvoir se traduire en des échanges concrets. Ce qui va marcher va devenir une force pour créer une association qui permettra aux maliens d'aller vendre leurs services ou leurs produits et aux Sud-africains de venir aussi au Mali. C'est une expérience à faire, il faut la pérenniser, la valoriser. Il faut se dire une chose : les Africains peuvent aussi commercer entre eux, se développer entre eux** », a souligné un homme d'affaires.

De son côté, Ali Traoré, ingénieur électromécanicien qui opère dans l'automatisation Industriel, représentant d'une société sud-africaine au Mali a avancé qu'aujourd'hui, le gouvernement est train de s'inscrire dans une logique de contenu local et cette logique oblige les sociétés maliennes à diversifier leurs compétences et à développer beaucoup plus de partenariats avec les autres pays africains. « **Je trouve que la relation entre l'Afrique du sud et le Mali est prometteur**



parce que déjà dans le domaine minier, il y a beaucoup de produits sud-africain qui sont sur le marché malien. Donc, ce séminaire n'est qu'une opportunité de plus pour renforcer ce partenariat qui existe depuis très longtemps d'ailleurs », s'est-il réjoui.

A son tour, le Directeur Général de l'Agence pour la promotion des investissements (API-Mali), Chérif Ben Alwata, a déclaré que l'objectif recherché par l'API Mali est de développer les relations de partenariats économiques entre le Mali et les autres pays. « **Nous avons préparé cet atelier ensemble avec l'Afrique du sud, nous avons convié tous nos partenaires pour qu'ils puissent profiter de cette opportunité qu'offre l'Afrique du sud. Notre rôle c'est de renforcer les relations commerciales entre nos deux pays. Nous avons facilité cette rencontre d'échanges avec les hommes d'affaires maliens pour voir les opportu-**

nités d'échange commercial avec l'Afrique du Sud », a-t-il dit.

Parlant des différents secteurs concernés par l'échange commercial, il a indiqué que les opportunités sont les investissements pratiquement dans tous les secteurs, dans l'agriculture, l'élevage, dans l'industrie et le commerce.

En plus de cela, il a souligné qu'il y a une assurance qui va assurer les opérateurs économiques devant les banques pour leur permettre d'accéder au crédit à un bon taux d'intérêt. « **Tout ce que je demande aux opérateurs économiques maliens c'est de s'investir davantage dans ce partenariat gagnant-gagnant et de développer ce partenariat sud-sud pour donner un nouveau visage à notre économie** », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra

Vie chère : Le Mali prend d'importantes mesures pour atténuer l'inflation

La hausse généralisée des prix des denrées de première nécessité au Mali a motivé, dimanche 7 août, la tenue d'un conseil des ministres en session extraordinaire. Les Maliens sont fatigués. Vivant déjà sous une menace sécuritaire permanente, ils assistent depuis plusieurs semaines à une hausse « anormale et injustifiée » des prix du sucre, du lait en poudre, de l'huile alimentaire, du riz importé, entre autres. Cette situation s'est empirée « depuis la levée de l'embargo » de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), survenue il y a un mois. Certains acteurs, comme le Front Populaire Contre la Vie Chère (FPCVC), sont montés au créneau pour dénoncer l'impuissance de l'État. Réuni hier en « session extraordinaire », le gouvernement de transition a décidé de prendre des mesures fortes pour soulager les populations. Face à ses collègues et le colonel Assimi Goïta, le président de la transition, le

ministre de l'Industrie et du Commerce, Mohamed Ould Mahmoud, a indiqué que « les prix convenus lors de la réunion du Conseil national des Prix du 06 avril 2022 ne sont pas respectés » par les commerçants. « A titre illustratif, le prix du sucre importe fixe à 600 FCFA le kilogramme, prix plafond détaillant, est cédé aujourd'hui anormalement et de manière injustifiée jusqu'à 800 FCFA », a-t-il regretté, rappelant que le gouvernement avait accordé une subvention de 14 milliards de FCFA pour atténuer l'impact des crises liées à la Covid-19 et aux sanctions de la CEDEAO sur les populations maliennes. Ainsi, pour faire face à la nouvelle situation, le gouvernement a décidé de réaffecter les quantités subventionnées non exécutées au cordon douanier représentant au moins un mois et demi de consommation à d'autres opérateurs économiques. Cette réaffectation, en ce qui concerne le sucre, pourra être accompagnée

éventuellement par l'allocation d'une quantité supplémentaire correspondant à environ un mois de consommation. Pour obliger les commerçants à se conformer aux mesures édictées, il sera procédé aussi à la vérification de l'affichage obligatoire des prix des différents produits dans les lieux de commerce et au contrôle du respect des conventions et règlements en vigueur. Le gouvernement invite, en outre, la population à dénoncer systématiquement les cas de violation des prix des produits subventionnés en appelant aux numéros mis à sa disposition à cet effet. Outre ces mesures, le Front Populaire Contre la Vie Chère (FPCVC) avait proposé, mardi dernier, au gouvernement de transition un plan de « quatre grands axes » pour réguler le marché au profit du consommateur malien et « éradiquer de manière progressive la cherté de la vie » dans le pays. « Le premier axe résout des problèmes d'exonération au Mali ; le deuxième axe pallie les problèmes d'entreposage au Mali ; le troisième axe se base sur la tierce détention des produits de première nécessité ; le quatrième axe est le warrantage, qui prend en compte la problématique de la rupture du marché en stock de céréales : (mil, sorgho, riz, fonio etc.) », explique le FPCVC.

Source : APA



Communiqué du Conseil des Ministres Extraordinaire du dimanche 07 août 2022



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU MALI

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session extraordinaire, le dimanche 07 août 2022, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba, sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Après examen du point inscrit à l'ordre du jour, le Conseil a entendu une communication.

Sur le rapport du ministre de l'Industrie et du Commerce, le Conseil a examiné une communication relative à la hausse anormale et injustifiée des prix de certains produits de première nécessité depuis la levée de l'embargo.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a rappelé le mécanisme de fixation des prix des produits subventionnés ayant impliqué le Conseil national des prix, composé des services techniques, de la société civile, des opérateurs économiques, des syndicats et des associations de consommateurs.

Il est apparu que les prix convenus lors de la réunion du Conseil national des Prix du 06 avril 2022 ne sont pas respectés.

A titre illustratif, le prix du sucre importé fixé à 600 F CFA le kilogramme, prix plafond détaillant, est cédé aujourd'hui anormalement et de manière injustifiée jusqu'à 800 F CFA.

Pour atténuer l'impact des différentes crises

sur les populations, notamment la maladie à Coronavirus, aggravé par les sanctions illégitimes et illégales de la CEDEAO et de l'UEMOA contre notre pays, le Gouvernement a accordé 14 milliards de F CFA de subvention.

Cette subvention a abouti à la fixation des prix conformément aux dispositions de l'Arrêté n°2022-0865/MIC-SG du 06 avril 2022 portant administration des prix de certaines marchandises dans lequel le Kilogramme du sucre est cédé à un prix plafond de 600 F CFA.

Le Gouvernement condamne fermement cette hausse anormale et injustifiée des prix des produits de première nécessité.

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a décidé :

- de réaffecter les quantités subventionnées non exécutées au cordon douanier représentant au moins un mois et demi de consommation à d'autres opérateurs économiques.

Cette réaffectation, en ce qui concerne le sucre, pourra être accompagnée éventuellement par l'allocation d'une quantité supplémentaire correspondant à environ un mois de consommation ;

2

- de procéder à la vérification de l'affichage obligatoire des prix des différents produits dans les lieux de commerce ;

- de contrôler le respect des conventions et règlements en vigueur ;

- d'inviter la population à dénoncer systématiquement les cas de violation des prix des produits subventionnés en appelant aux numéros mis à sa disposition à cet effet ;

- de mettre en place très prochainement un numéro vert pour la dénonciation des cas de violation des prix des produits subventionnés ;

- de renforcer la fréquence des contrôles ;

- d'augmenter la taille des brigades de contrôle des prix en y adjoignant des éléments des Forces de Sécurité ;

- d'intensifier le contrôle à tous les niveaux de la chaîne de distribution ;

- de mettre en place un Comité interministériel de suivi de la mise en œuvre des mesures prises.

Le Gouvernement appelle la population à rester sereine et la rassure que toutes les dispositions seront prises pour contenir cette hausse des prix des produits de première nécessité.

Bamako, le 07 août 2022

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Mahamadou DAGNO

Officier de l'Ordre national



Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

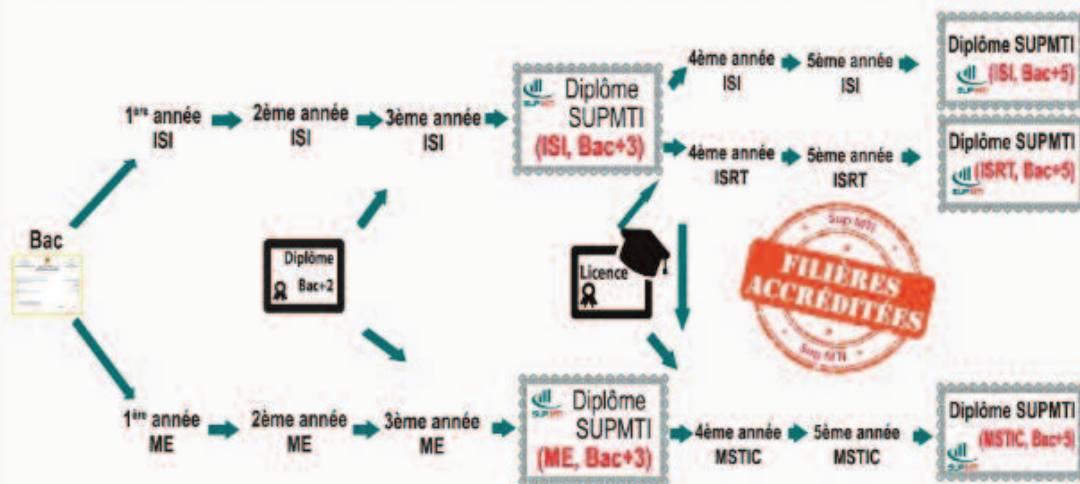
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI** Béni Mellal



SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II, (+212) 5 23 42 22 33/34

D&D Consulting

Avis :

Concours de Bourse d'Excellence, 7ème Edition 2022

L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (**SupMTI**) de **Beni Mellal** au Maroc en partenariat avec **D&D consulting** au Mali informe les Bacheliers, les Techniciens Spécialisés et les Licenciés dans toutes les spécialités, qu'elle organise un **concours** pour l'attribution des bourses d'excellence aux étudiants afin de poursuivre leurs études supérieures à **SupMTI Beni Mellal** au Maroc dans l'une des filières suivantes :

ÉCOLE DE MANAGEMENT DES AFFAIRES (BAC+4) :

- Audit et Finance d'Entreprise
- Finance, Banques et Assurances
- Management de Qualité et Gestion de Projets
- Management des Ressources Humaines
- Marketing et Communication Digitale
- Marketing et Management Commercial d'entreprise

ÉCOLE DE GENIE INFORMATIQUE (3 ANS APRES « 2 ANNEES PREPARATOIRES ») :

- Classes préparatoires au cycle ingénieur en Technologies de l'Information
- Cloud, Internet des Objets et Mobiles
- Ingénierie de la Data Science
- Ingénierie des Systèmes, Réseaux et Télécoms
- Ingénierie des Systèmes d'information

Pour participer à ce concours, veuillez envoyer une copie certifiée de votre diplôme et les relevés de note deux dernières années d'études, à l'adresse courriel suivante: mdoumbia1@yahoo.fr au plus tard le **30 septembre 2022**.

Pour toutes informations, veuillez appeler aux : **+223 69 88 83 05, +223 82 01 75 75, D & D Consulting, dont le siège se situe à Hamdallaye ACI 2000, Rue 330 – Porte 10, Bamako, Mali.**

NB : Les dossiers enregistrés et collectés par D&D consulting sont envoyés à la Direction de L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (SupMTI) de Beni Mellal au Maroc qui fera le choix des candidats sur la base des dossiers, des critères de compétence et de mérite bien définis par l'établissement.

Assemblée électorale du CNPM : Des subterfuges pour écarter Diadié dit Amadou Sankaré

En prélude à l'Assemblée générale ordinaire du 13 août 2022, le collectif des groupements professionnels et conseils patronaux de région membres du Conseil National du Patronat du Mali, a animé, le samedi 6 août 2022, une conférence de presse à l'hôtel de l'Amitié. Cette conférence de presse visait une double signification. D'une part, il s'agissait d'exprimer leur inquiétude par rapport aux propos disproportionnés de l'un des vices présidents de l'ancien bureau. D'autre part, attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur les conspirations des membres de l'administration provisoire d'empêcher la candidature de Diadié dit Amadou Sankaré. La conférence était présidée par l'un des vices présidents dans l'ancien bureau, Youssouf Traoré qui avait à ses côtés Mme Simpara Aïssata Keita, Oumar Dioura, Issa Kané, pour ne citer que ceux-ci.

D'entrée de jeu, le président du collectif des groupements professionnels et conseils patronaux de région membres du Conseil National du Patronat du Mali, Youssouf Traoré, s'est donné le privilège de jeter un regard rétrospectif sur la crise du Conseil national du patronat du Mali. Il fera savoir que conformément à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 avril 2022, le mandat de l'Administration Provisoire concerne exclusivement la gestion courante de l'Organisation, l'élaboration et l'adoption d'un règlement électoral et l'organisation de nouvelles élections libres, transparentes, crédibles acceptées de tous et surtout sans exclusion. «

Aussi, dans les résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 avril 2022, la recommandation forte stipule que : "les délégués recommandent aux membres de l'Administration Provisoire de prendre toutes les initiatives nécessaires pour favoriser la réconciliation et le rassemblement du secteur privé autour de l'essentiel, la défense des intérêts des entreprises". Dans ces résolutions, l'Administration Provisoire n'a pas été mandatée de modifier les statuts et règlement intérieur du CNPM », a-t-il dénoncé, avant de soutenir qu'à la surprise de tous et de chacun, les membres l'administra-

tion provisoire dans plan machiavélique ont procédé à la modification des statuts et règlement. Ce comportement peu orthodoxe prouve à suffisance que les membres de l'administration provisoire veulent mordicus empêcher Diadié dit Amadou Sankaré de se présenter à l'élection du CNPM. Mieux, les confédérés ont précisé que les membres du collectif des groupements professionnels et conseils patronaux de région membres du Conseil National du Patronat du Mali, ne veulent plus d'une nouvelle crise au sein du CNPM.

Dans son exposé, Youssouf Traoré, a clairement indiqué qu'en prélude à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 août 2022, les Présidents des Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région membres du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) ont été invités par l'Administration Provisoire du CNPM à une réunion préparatoire le lundi 25 juillet 2022 pour la remise des projets de textes relatifs aux statuts et règlement intérieur, ainsi que le règlement électoral. Immédiatement, l'un des membres du Présidium a voulu intimider les participants pour approuver lesdits documents sans aucune restitution aux membres des différents Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région membres du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM). « **Pour favoriser l'inclusivité, la réconciliation et le rassemblement du secteur privé autour de l'essentiel, la défense des intérêts des entreprises, les plus avertis ont exigé la restitution aux membres de leurs Groupements Profes-**



sionnels et Conseils Patronaux de Région en vue de formuler des observations. Une commission de deux membres a été nommée par l'Administration Provisoire pour recueillir les observations de tous les Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région membres du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM). Le lundi 1er août 2022, ladite commission nommée par l'Administration Provisoire a procédé à la restitution des observations formulées par les membres des Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région du CNPM », a-t-il ajouté.

Il poursuit : « A la réunion du 2 août 2022 entre les Présidents des Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région membres du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), il nous a été donné de constater que l'un des Vice-Présidents de l'Administration Provisoire,

Monsieur Boubacar H. Diallo a clairement précisé en introduction que les observations retenues seront projetées, les autres amendements et les réserves des participants seront rejetés. Il a également affirmé qu'à l'Assemblée Générale du 13 août 2022, il n'y aura aucun débat et que l'Administration Provisoire n'a pas besoin de l'unanimité pour l'organisation de l'Assemblée Générale du 13 août 2022 ainsi que de l'approbation desdits textes. En plus de ces propos inquiétants, les projets à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 août 2022 mentionnent clairement des dispositions d'exclusion de certains candidats potentiels, notamment les articles 17 et 26 des statuts et l'article 24 du règlement électoral », prévient-il.

Youssef Traoré et les siens profondément à l'équité et à la transparence tirent la sonnette d'alarme. « Dans l'optique de prévenir et

éviter toute nouvelle crise plus grave à notre organisation commune, nous, Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région membres du Conseil National du Patronat du Mali, avons constitué un collectif pour attirer l'attention des acteurs majeurs du secteur privé malien, de l'opinion publique nationale et internationale sur leur rôle historique de neutralité, de réserves, d'impartialité, de transparence, de démocratie et d'équité en matière syndicale et surtout des engagements que le Président de l'Administration Provisoire a personnellement pris devant l'opinion publique nationale et internationale pour favoriser la réconciliation et le rassemblement du secteur privé autour de l'essentiel, la défense des intérêts des entreprises », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



Consortium des femmes dans la transition : Immersion dans le processus de la refondation

Le consortium des femmes dans la transition sociopolitique au Mali a organisé un atelier de consultation de deux jours sur la refondation du Mali. La cérémonie d'ouverture des travaux s'est tenue le vendredi 5 août 2022 au patronat.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'exécution du plan de travail de ce consortium. Il vise quarante femmes issues des organisations de la société civile de Bamako, des ministères concernés et du Conseil national de la transition.

Le consortium des femmes dans la transition est une entité de la société civile composé de cinq organisations faitières féminines qui ont commencé à travailler ensemble depuis 2020. A savoir la plateforme des femmes leaders du Mali, le Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires, le Réseau des femmes leaders pour la transformation de l'Afrique, le Réseau paix et sécurité des femmes dans l'espace CEDEAO et le Réseau de plaidoyer et médiation en charge du suivi de la participation des femmes dans l'accord pour la paix.

A ce titre le Consortium des femmes a conçu un programme conjoint qui a bénéficié de l'appui financier de plusieurs partenaires qui lui ont accordé leur confiance.

L'objectif de ce programme conjoint d'appui à la coordination des femmes dans la transition sociopolitique au Mali est de contribuer au respect des droits de la femme dans le cadre juridico-politique et constitutionnel. Ledit programme permettra de favoriser leur participation aux différentes prises de décision durant cette période conformément aux textes en vigueur.

Prononçant son discours, la présidente du Consortium des Femmes Mama Koité a déclaré que cette consultation de 2 jours sur la refondation au Mali a pour objectif de « **démontrer les étapes du processus de la refondation dans une démarche qui construit, de la base vers le sommet, les raisons du vivre-ensemble, les valeurs fondatrices du Mali et des perspectives pour son avenir** ».

En effet, elle a souligné que les femmes leaders du Mali s'appuient sur la feuille de route de la transition dont les priorités s'articulent autour de certaines réformes institutionnelles majeures qui ont pris en compte les besoins

de renforcement des capacités des femmes pour leur participation citoyenne à l'élaboration des instruments fondamentaux de la vie de la nation.

Aussi, elle a précisé que le contrôle citoyen de l'action publique, notamment en matière de genre ont été des éléments déterminants pour accroître leurs contributions dans la refondation d'un Mali nouveau.

De son côté, le représentant du ministre de la Refondation de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions, a déclaré que ce présent atelier de consultation sur la refondation du Mali se tient à un moment où notre pays est résolument engagé à la mise en œuvre des recommandations des assises nationales de la refondation. « **Les hautes autorités de la transition en cours dans notre pays ont fait des 517 résolutions et recommandations issues des ANR une boussole pour la poursuite du processus de refondation**

de notre pays. C'est pourquoi un cadre stratégique de la refondation de l'Etat a été élaboré pour traduire en action les recommandations des assises », a-t-il soutenu.

« **Ces actions qui seront dans les jours à venir partagées avec l'ensemble de nos concitoyens seront une réelle opportunité pour ce consortium qui regorge sans nul doute des femmes engagées pour le Mali. Mais aussi des amazones avec un leadership** », a-t-il ajouté.

En outre, il a souligné que le moment est venu de faire valoir toute la place et le rôle des femmes dans le processus de la refondation du Mali. « **Chose d'ailleurs qui est assurée avec vaillance et détermination par les femmes du Mali** », s'est-il réjoui.

■ Maffenin Diarra



Assainissement : Bamako sous les ordures

Choguel avait commencé ses engagements politiques avec une grande publicité sur la gestion des ordures à Bamako. Mais plus d'un an après, le constat est alarmant, les ordures envahissent toute la capitale. Le Premier ministre semble avoir oublié ses promesses devant le tas d'ordures de Medina Coura aux pieds du stade omnisports Modibo Keita en 2021. Le dépôt de transit qu'il disait dégager est encore plus présent et cause davantage de problèmes aux habitants de la zone.



Le chef du gouvernement et son ministre chargé de l'assainissement donnent l'impression de n'avoir aucune solution pour l'évacuation des ordures. L'installation de la saison des pluies vient de confirmer que les autorités ont fait jusqu'ici du tapage à l'œil en matière d'assainissement. Après la pluie, il est pratiquement ennuyeux de circuler dans la ville de Bamako à cause des saletés qui envahissent les voies, notamment de la boue qui accompagne les eaux de ruissellement. Les milliards qui ont été déboursés par le gouvernement pour le curage des caniveaux avant l'installation de la saison des pluies ont été mal gérés. On a vu plusieurs mairies ordonner le déblayage des caniveaux. Mais personne n'a dénoncé au sein du gouvernement le fait que

les déchets sortis des caniveaux soient laissés au bord de la route. Dès les premières pluies, ces déchets ont regagné les caniveaux dans l'indifférence totale des autorités qui ont pourtant donné l'argent public pour que les ordures soient transportées hors de la ville. Le ministre de l'environnement et de l'assainissement a une grande responsabilité dans ce qui se passe. Il s'est contenté de regarder les municipalités faire semblant de travailler. Aucun contrôle n'a été fait sur l'exécution des travaux pour lesquels des milliards ont été dépensés par l'Etat. Dans ces conditions, le président Assimi doit s'impliquer pour que les choses changent au niveau de l'assainissement de la ville de Bamako, en exerçant un contrôle strict sur l'utilisation de l'argent pu-

blic.

Ce qui se passe dans la gestion des fonds alloués à l'assainissement prouve que le projet de l'institution d'une journée de l'assainissement est voué à l'échec. En effet, le chef du gouvernement a tenté de suivre l'exemple du Rwanda avec l'élaboration de Beceya Don, une journée consacrée chaque mois à l'assainissement. Si l'initiative est salubre, elle risque de tourner court à cause des mauvaises pratiques que le gouvernement n'arrive pas à combattre dans le pays. La culture de la recevabilité est loin d'être une priorité pour les autorités qui savent pourtant que cela est la condition de la réussite de la transition

Source : La Sirène

Sénégal- Élections législatives : Le président Macky Sall perd la majorité absolue

Malikilé n'avait pas tort en prédisant une situation à la Française pour l'épilogue des élections législatives de Juillet 2022, l'une des plus disputées dans l'histoire politique du Sénégal. Ce jeudi 4 Aout les résultats proclamés par la commission nationale de recensement des votes consacrent la perte de la majorité absolue de la coalition au pouvoir de Macky Sall. Une première depuis les indépendances en 1960. Les Sénégalais peuvent être fiers de ce que ce scrutin s'est déroulé dans la paix, malgré les vives tensions liées aux enjeux.



Pour un total de 6 972 199 inscrits, il y a eu 3 281 583 votants, dont un nombre important de bulletins nuls 20 987 exactement, ce qui donne 3 260 836 suffrages valablement exprimés pour un taux de participation de 46,64%.

Benno Bokk Yakaar(BBY) arrive en tête avec 1 518 137 voix, suivi de Yééwi Askanwi 1 071 139, puis Wallu Sénégal 471 517, les Serviteurs 56 303, Bokk Giss Giss 44 862, AAR Sénégal 52 173 Nataangue 25 833 Bunt bi 20 922.

Ce qui, en termes de sièges, donne : BBY 82, Yééwi 56, Wallu 24, et les autres coalitions que sont : Bokk Giss Giss, les Serviteurs et ARR Sénégal chacune 1 siège.

Une répartition qui fait perdre à BBY sa majorité, sans qu'aucune des autres coalitions de l'opposition ne l'obtienne. C'est dire la similitude avec la France. On peut remarquer que l'inter-coalition Yééwi-Wallu totalisant 80 députés n'est donc pas parvenue à l'objectif de pouvoir imposer à elle seule la cohabitation. Et comme l'avait vu venir Malikilé dans son

numéro 1152, la posture des autres coalitions sera déterminante dans le rapport des forces à l'hémicycle. Puisqu'il ne manque qu'une seule voix à BBY pour avoir les coudées franches d'une majorité absolue. Cette voix qui manque est sans doute la raison de la modestie du triomphe des militants et sympathisants de la coalition du président.

Aussi tous les Sénégalais ont-ils le regard tourné vers Thierno Alassane Sall, ancien ministre de l'Énergie de Macky Sall et tête de liste de ARR Sénégal, Pape Diop ancien président de l'Assemblée nationale sous Wade, transfuge du PDS et leader de Bokk Giss Giss, Pape Djibril Fall, le journaliste leader des Serviteurs et une des révélations de ces élections, qui ont chacun un siège. C'est chez eux que se trouve la voix qui manque à BBY et/ou les trois voix qui manquent à la coalition Yééwi-Wallu, pour avoir la majorité absolue.

On comprend dès lors, aisément, la situation actuelle, faite de spéculations, de pression et de tractations. D'eux on parle déjà de trio ar-

bitral !

L'opposition réunie dans l'inter-coalition Yééwi-Wallu avait dénoncé dès le mercredi un bourrage des urnes dans les départements du Nord du Sénégal : Matam, Kanel, Ranérou, arguant de l'existence de procès-verbaux mentionnant un nombre de bulletins de vote supérieur au nombre d'inscrits ou ne comportant les signatures de l'ensemble des mandataires (art 85). Ce qui a installé un débat houleux dans le pays. Cette coalition, la plus représentative de l'opposition soupçonne donc BBY d'avoir bourré les urnes dans ces localités qui lui sont favorables pour gagner le maximum de sièges sur la liste proportionnelle.

La Commission nationale de recensement des votes avait jusqu'au vendredi à minuit pour proclamer les résultats, n'a pas retenu ces recours et a publié avant termes les résultats provisoires de ces élections. Quelles sont donc les leçons à tirer de ces élections, dont les résultats vont être certainement confirmés par le conseil constitutionnel ?

Le paradoxe est que malgré les foules immenses des caravanes lors de la campagne, les Sénégalais ne sont pas sortis pour voter. Aussi le taux de participation est-il des plus bas, notamment comparé à celui des législatives de 2017 qui était de 54%.

En obtenant que 82 sur les 165, BBY qui disposait d'une majorité confortable de 125 députés dans la dernière législature est assurément dans la dégringolade, depuis les élections locales. Ensuite BBY a obtenu 1 518 137, alors que l'inter coalition Yééwi-Wallu a obtenu un nombre supérieur soit 1 542 656 voix. Mieux si les trois autres députés s'allient avec l'inter-coalition ils auront 83 sièges et donc la majorité.

Le parlement est dans une extrême situation de précarité, et l'on est bien fondé à s'interroger sur son avenir, tant l'écart est faible entre

les deux coalitions rivales. Le moindre mouvement de député, fut-il un seul, provoque un changement de majorité. Les autres députés élus de l'opposition résisteront-ils à la tentation de rallier le président, moyennant quelques avantages ? Là est la grande question du moment. Celle qui enflamme dans les chaumières et les places huppées de Dakar, jusqu'au hameau le plus reculé. La transhumance, cette maladie infantile de la démocratie Sénégalaise est passée par là !

Mais pour sûr, la composition de la nouvelle assemblée va permettre à cette institution de renouer avec sa vocation originelle de contrôle de l'action du gouvernement et de l'initiative des lois qui répondent aux attentes du peuple.

Il n'est pas exagéré de dire que toute la trajectoire politique du pays à l'horizon de la présidentielle, dans 18 mois est suspendue à leurs décisions respectives.

Yééwi Askanwi réalise une bonne performance avec 56 députés pour une première participation et Wallu Sénégal dont la locomotive, le PDS, avait fini de toucher le fonds lors des locales, refait surface et engrange de précieuses voix pour 24 sièges. Il faut signaler que l'ancien président Abdoulaye Wade était tête de liste de Wallu Sénégal, sa présence a, sans doute, ramené des électeurs du Pds qui étaient en rupture de ban avec le parti depuis sa perte du pouvoir et l'éloignement de son leader. Une présence qui risque de nous faire vivre des moments de frissons, puisque s'il siège à l'assemblée, il sera le président de séance, en sa qualité de doyen des députés, avant l'élection du président de l'Assemblée nationale. Mais le Pape du Sopi ne siègera vraisemblablement pas à l'Assemblée nationale.

Enfin les résultats des législatives sonnent le glas de l'ambition du président Macky Sall pour un troisième mandat. Car on ne voit pas avec ces deux revers électoraux successifs, comment le locataire du Palais de l'avenue Roume peut demander un mandat dont la légalité est remise en cause par plus de la moitié de l'électorat. Cette ambition à peine voilée est manifestement illégitime par la perte de la majorité.

■ Samba Moussa LY

Mise en œuvre de l'accord d'Alger : L'Algérie salue l'engagement des parties maliennes



L'Algérie a salué dimanche l'"engagement" des autorités maliennes et des mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, d'œuvrer au succès de la mise en œuvre de cet accord.

Dans une déclaration, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a indiqué que l'Algérie a pris note "avec satisfaction" de la tenue, du 1er au 5 août à Bamako, de la deuxième réunion décisionnelle de haut niveau à laquelle ont pris part le gouvernement malien et tous les mouvements signataires dudit accord.

L'Algérie a salué "l'engagement des hautes autorités maliennes et des hauts dirigeants des mouvements signataires tel que démontré et renouvelé à l'occasion de cette réunion décisionnelle, d'œuvrer au succès du processus de mise en œuvre de cet accord", selon la déclaration du ministère.

"En sa qualité de pays voisin du Mali, de chef de file de la Médiation internationale et de président du Comité de suivi de l'accord, l'Algérie exprime son appréciation pour les décisions auxquelles a abouti cette réunion sur l'importante question du désarmement, démobilisation et réintégration des combattants et de la chaîne de commandement ainsi que sur les questions institutionnelles et constitutionnelles", ajoute-t-on de même source.

Et de poursuivre que ces avancées "ont le potentiel d'amorcer une nouvelle dynamique

dans la relance du processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger que le contexte régional et international rend plus que jamais impérative".

"Ainsi que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'a déclaré, au titre des responsabilités qu'elle assume au nom de la communauté internationale à l'égard du pays frère et voisin qu'est le Mali, l'Algérie a la volonté de soutenir les efforts que les parties maliennes

déploient solidairement pour accélérer le processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger en tant que composante essentielle de la transition en cours", souligne le ministère.

Et les consultations politiques algéro-maliennes prévues à l'occasion de la visite à Alger du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Abdoulaye Diop, "s'inscrivent opportunément dans cette perspective", assure la même source.

Pour rappel, les travaux de la réunion décisionnelle de haut niveau des parties à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, ont été clôturés par l'adoption d'un communiqué

Sanctionnant cinq jours d'un intense dialogue.

Source : APS

Cote d'Ivoire : Alassane Ouattara, entre grandes annonces et petits pas pour la réconciliation nationale !

« Dans le souci de renforcer davantage la cohésion sociale, j'ai signé un décret accordant la grâce présidentielle à Monsieur Laurent Gbagbo, ancien président de la République... »

Telle est l'une des principales annonces du message à la nation, du Chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, à la veille de la 62e commémoration de l'accession de la République de Côte d'Ivoire à la souveraineté internationale. Il s'agit, officiellement, pour le président ivoirien de poser un acte fort, concret dans le sens de promouvoir effectivement la réconciliation nationale. La grâce, ainsi accordée à Laurent Gbagbo, supprime sa condamnation de vingt-ans dans l'affaire dite du braquage de la CEDEAO.

Par ailleurs, cette « mesure de clémence » s'inscrit – apparemment, du moins – dans la droite ligne de la rencontre des trois leaders (ADO, Gbagbo et Bédié) de la mi-juillet 2022.

Sa principale conséquence est de mettre l'ancien président ivoirien à l'abri de toute incarcération.

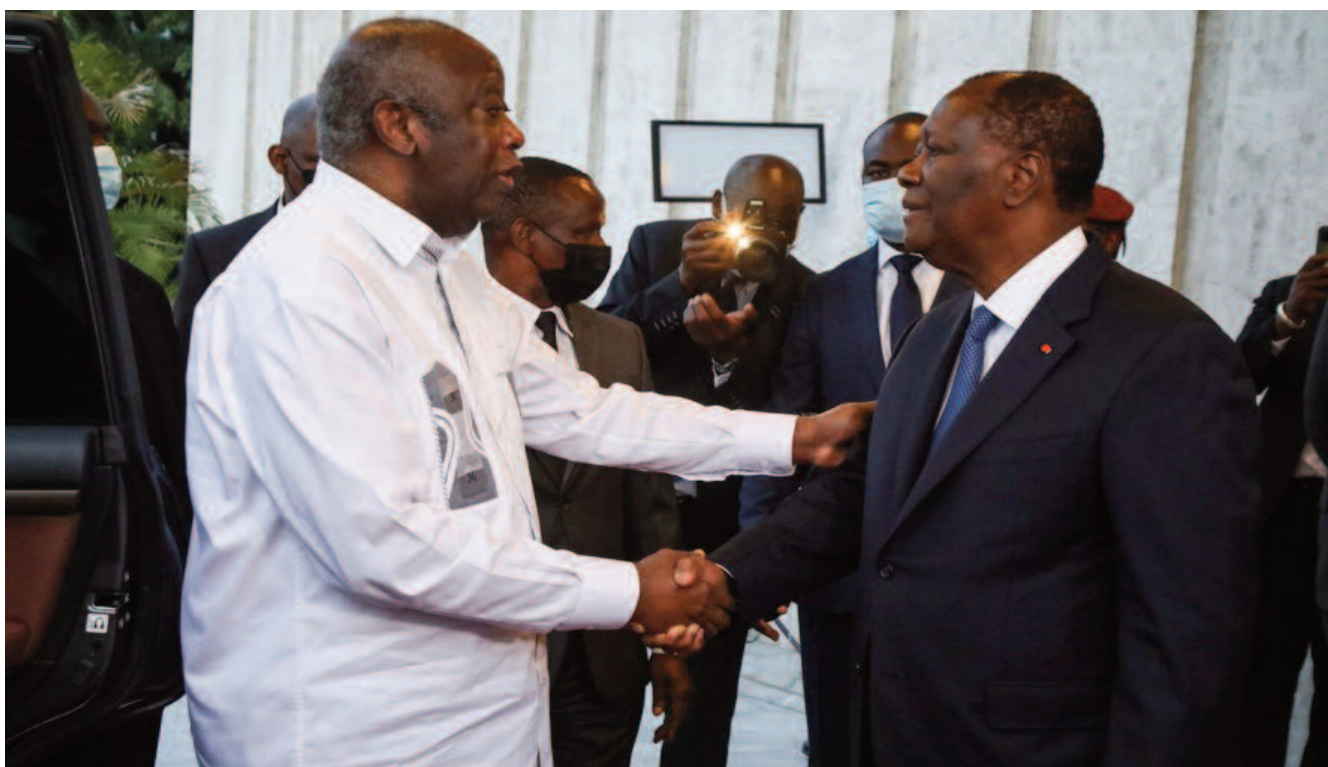
D'emblée, indépendamment du symbole attaché à cette grâce présidentielle, ses mérites se relativisent. Car, même en son absence, on imagine mal le pouvoir d'Abidjan mettre en prison un homme de 77 ans qui, plus est, s'appelle Laurent Gbagbo ; qui, plus est encore, aura passé près de dix ans dans les geôles de la Cour pénale internationale - au terme d'un procès qui devait l'acquitter. Toute attitude contraire ressemblerait à un acharnement, qui aurait mis le feu aux poudres.

Aussi, dans la mesure où la grâce présidentielle – à la différence de l'amnistie – n'efface point la peine du casier judiciaire, l'on est en droit de questionner la bonne foi du président ivoirien. Il en est ainsi car, en l'état actuel, le casier judiciaire de M. Gbagbo le disqualifie d'une éventuelle course à la présidentielle.

Or, ses partisans – voire lui-même – ne font pas mystère de leur désir de le voir reprendre les commandes de l'Etat ! N'a-t-il pas déclaré qu'il fera la politique jusqu'à sa mort ? L'imagine-t-on, un seul instant, faire la politique en jouant les seconds rôles ? De ce qui précède, la grâce présidentielle de M. Ouattara – pour désarmer les critiques sur sa bonne foi – devra s'accompagner d'une levée de tous les obstacles à une éventuelle candidature de M. Gbagbo à la présidentielle. Autant dire, qu'ici comme ailleurs, la réussite de la réconciliation nationale oblige chacun des acteurs à montrer patte blanche.

Par ailleurs, l'on s'étonne que le président ivoirien fasse l'impasse sur un acteur non moins important de la vie politique ivoirienne, par ailleurs en exil : Guillaume Soro. Tout se passe comme si, la réconciliation – telle que l'envisage le pouvoir d'Abidjan – devrait exclure ou tenir à l'écart l'ancien premier ministre et ancien président de l'Assemblée Nationale et ses partisans – dont certains (y compris des membres de sa famille) sont toujours en prison. Pourtant, le président Ouattara le sait, la réussite de la réconciliation nationale passe par l'inclusion de tous les fils de la Côte d'Ivoire au risque d'être un travail de Pénélope.

■ Malik WOGO



49 soldats ivoiriens détenus au Mali : AFFI N'GUESSAN veut connaître « les intentions réelles du régime » des 5 colonels

L'ancien premier ministre et président du front populaire ivoirien (FPI), pascal Affi N'Guessan, s'est interrogé à l'occasion de la fête nationale de la Côte-d'Ivoire ce 7 août, « sur les intentions réelles du régime de transition » malien en arrêtant 49 soldats ivoiriens. L'arrestation de ces soldats survenue le 10 juillet est « incompréhensible et inquiétante », a indiqué l'ancien PM de Laurent Gbagbo dans son message à l'occasion de la célébration de la fête nationale ivoirienne.

Hervé Coulibaly



Arrestation des 49 militaires au Mali : Affi N'Guessan (FPI) évoque une décision « surprenante et préoccupante »

Pour Pascal Affi N'Guessan, président du Front populaire ivoirien (FPI), l'arrestation au Mali des 49 militaires ivoiriens au Mali porte de lourds germes d'un conflit inutile.

Employés des Nations Unies mais soupçonnés par le Mali de vouloir déstabiliser les autorités de transition, 49 militaires ivoiriens ont été arrêtés à leur descente d'avion à Bamako.

Une décision surprenante et inquiétante la situation demeure tendue entre les deux pays un peu plus de trois semaines après la survenue de l'incident. Évoquant le sujet dans une interview accordée à Linfodrome, ce mercredi 22 août 2022, à sa résidence, Pascal Affi N'Guessan, président du Front populaire ivoirien (FPI) a dénoncé une décision « surprenante et préoccupante » des autorités maliennes, au regard des liens historiques qui existent entre la Côte d'Ivoire et le Mali.

« La décision des autorités maliennes de procéder à l'arrestation de ces 49 soldats ivoiriens

a été une décision surprenante et inquiétante quant on sait les liens historiques qui existent entre la Côte d'Ivoire et le Mali, quant on sait que c'est un pays frère avec lequel nous partageons une frontière commune qui a en Côte d'Ivoire une forte communauté et qui bénéficie du soutien militaire de la Côte d'Ivoire à travers de la Minusma », a exprimé l'ancien Premier ministre ivoirien.

« J'espère qu'elles (les autorités maliennes) prendront en compte ce qui nous lie pour ne pas prolonger inutilement la détention de ces militaires ivoiriens et qu'elles feront en sorte que nos compatriotes puissent retrouver la liberté dans les délais raisonnables », a souhaité le président du Front populaire ivoirien, selon qui la détention injustifiée de ces militaires ivoiriens « porte de lourds germes de conflits inutiles ».

« Aujourd'hui dans la sous-région ouest-africaine, nous avons besoin de nous serrer les coudes, parce que la menace terroriste nous

concerne tous. Nous devons donc mutualiser nos moyens, renforcer notre coopération, nous devons faire un front unis face à cette menace. Ce n'est pas le moment de nous diviser, a interpellé le président Affi N'guessan.

« Il ne faut pas se tromper d'adversaire »

Et de poursuivre : « Il ne faut pas se tromper d'adversaire, il faut que nous fassions tous preuve de raison pour nous serrer les coudes afin de faire en sorte que le terroriste au Mali soit jugulé dans l'intérêt de toute la sous-région. Pour cela nous avons besoin d'avoir confiance les uns dans les autres et travailler les mains dans les mains ». L'arrestation des militaires ivoiriens au Mali est intervenue dans un contexte de frictions croissantes entre les militaires au pouvoir à Bamako et leurs partenaires internationaux.

Avec Linfodrome

Source : connectionivoirienne

Entretien avec Youssou Ndour, lead-vocal du super étoile et ministreconseiller auprès du Chef de l'Etat : Pourquoi je suis absent de la campagne électorale...»

L'occasion est en or. Et elle n'a pas été ratée. Profitant d'une petite pause dans sa tournée internationale débutée depuis novembre dernier, Youssou Ndour accepte de se livrer à L'Observateur, après un long silence. De Cajarc, une commune située à un peu plus de 100 kilomètres de Toulouse, le lead vocal du Super Etoile fait le point sur sa tournée, apprécie ses distinctions et fait le bilan du Grand Bal de Bercy du 18 juin à Paris. L'artiste planétaire et ministreconseiller auprès du chef de l'Etat Macky Sall, s'engage dans le débat sur les élections législatives du 31 juillet 2022 et prend position, après ses commentaires sur les grandes performances du football sénégalais.

Youssou Ndour, votre reprise artistique post Covid est faite sur les chapeaux de roues. Avec une tournée internationale aux quatre coins du monde et un agenda musical assez chargé, peut-on dire déduire que Youssou Ndour avait faim de spectacles ?

Le Covid, avec le confinement, a beaucoup impacté le monde artistique. Pendant 2 ans, la musique s'est faite à distance. Là effectivement, c'est la reprise. Tout est parti du mois de novembre. En novembre 2021, on avait sorti un album qui s'intitule «Mbalax» et dès que vous sortez un album, si vous êtes connu et que cela plaise au public et aux promoteurs, vous êtes invité pour des concerts. Effectivement, on a reçu beaucoup d'invitations et c'est pourquoi juste après Dakar Arena, on est parti en tournée en Amérique, en Europe, en Afrique avec Carnegie Hall, Charleston, Montréal, le Grand bal de Bercy qui a été une très grande réussite. Et nous aussi, avions besoin de revoir notre public. De vivre ces moments-là qui nous manquaient. Je suis très content de communier avec les fans. Ce n'est pas fini. Pour le moment, on observe une pause, mais la tournée mondiale reprendra dès la rentrée.

Lors de votre tournée, vous avez encore été décoré aux Etats-Unis, convié en tant que 1er artiste africain à se produire au Palais de l'Elysée. Et pour couronner le tout, vous recevez une distinction majeure à Cartagena. Comment avez-vous vécu ces moments ?

Tout d'abord, je tiens à remercier tous les promoteurs des quatre coins du monde qui nous ont invité, les institutions qui nous ont décerné des prix, et très chaleureusement le Président Emmanuel Macron qui a bien voulu magnifier son amitié avec l'Afrique en m'invitant à jouer dans la Cour d'honneur de l'Elysée. Je l'ai dit il y a plus de 20 ans, la musique n'a pas de frontières. Recevoir un prix est une marque d'estime, non seulement pour ma personne, mais aussi pour le Sénégal.

Car le Mbalax que j'exporte depuis plus de 30 ans, vient d'ici et nulle part ailleurs. A travers un fils du Sénégal, c'est l'Afrique qui est distinguée.

Les rideaux du Grand Bal Bercy 2022 sont tombés sur un spectacle époustouflant. Vous attendiez-vous à ce succès retentissant ?

Oui, le Grand bal de Bercy de cette année était un moment très fort. Un moment exceptionnel, électrique. C'était la rencontre entre les musiciens et le public, un grand moment de retrouvailles. Il s'est passé des choses extraordinaires à ce Grand bal. Je remercie Oumar Pène qui a fait le déplacement grâce à mon fils, Birane (Directeur général du Groupe futurs médias, Ndlr). Chaque Sénégalais a quelque chose de Oumar Pène et c'était grandiose. On a tous eu des frissons quand il a entamé sa partition avec son morceau mythique «Silmakha». Cela a encore montré qu'une oeuvre ne meurt jamais. C'était extraordinaire ! D'autres aussi, comme

Viviane, ont illuminé le Grand bal, Titi a fait une performance extraordinaire que tout le monde a saluée, mon jeune frère Faada Freddy, Ngaaka Blindé, Ndiolé, Momo Dieng, Salam Diallo... ont tous assuré. Ces artistes ont contribué à la réussite du Bercy.

C'est aussi important pour moi de saluer le travail de notre presse qui a soutenu de bout en bout l'édition de cette année. Vous savez, pour moi, le Grand bal nous est une occasion de montrer la beauté du Sénégal et de l'Afrique. Beaucoup d'autres nationalités viennent assister au concert et donc voient, à travers les images diffusées, lors du show, que l'Afrique et en particulier le Sénégal, est sur orbite. Je m'honore que des agences publiques, comme l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (Apix), le Train express régional (Ter), Air Sénégal, Cedis, l'Agence sénégalaise de promotion touristique (Aspt) et des mécènes nous accompagnent dans nos spectacles.

Pour rester sur ce chapitre, à chaque fois, quand vous organisez le Grand bal de Bercy, c'est une logistique, des moyens humains et matériels énormes envoyés de Dakar à Paris. Pourquoi tant d'efforts et quel est le sens derrière ?

Le Grand Bal de Bercy c'est un spectacle, mais surtout une représentation. A travers des films, des concerts, des symboles, et même parfois quand certains artistes se produisent en Afrique, ils déploient les grands moyens qui, dans un sens, impactent positivement la



perception que les gens peuvent se faire de leurs pays. On doit voir grand, très grand même, pour montrer au monde que nous savons aussi organiser des événements de grande dimension. Bercy, c'est plus de 300 personnes invitées et totalement prises en charge. Le coût est énorme. Mais, pour moi, montrer le meilleur visage de notre pays, vaut tous les sacrifices et j'y tiens. Bravo à toute l'équipe ! On n'y fait pas souvent attention, mais c'est une équipe sénégalaise, en accord évidemment avec notre agence en France, qui organise le Grand Bal. Ils ont vraiment assuré, c'était zéro faute.

Quand on vous qualifie de «L'homme des 4 générations», qu'est-ce que cela vous inspire comme commentaire ?

Écoutez, la musique traverse les frontières et les générations. Aujourd'hui, on voit des jeunes reprendre des chansons vieilles de plus de 50 ans ou plus et en faire quelque chose de nou-

veau. C'est vrai, on a beaucoup fait, on a beaucoup écrit et on a beaucoup proposé, mais on ne s'arrête pas pour autant.

On travaille sans relâche, avec rigueur et sérieux, pour toujours coller au temps. Nous analysons notre société pour voir ce que nous pouvons proposer au public. Nos sociétés étant en constante mutation, on sort des albums, n'hésitant pas à se renouveler. Faire un tube, avoir de la notoriété pendant un temps, c'est possible, mais faire une carrière demande plus. Il faut bosser dur, sans triche et s'appliquer une discipline.

Peut-on s'attendre cette année à un remake du Concert de Dakar Arena du 1er janvier 2022 ?

Dakar Arena, c'était exceptionnel. Une confiance : après chaque concert, le staff fait le point et ce n'est pas moi qui décide pour ces choses. Organiser un concert n'est pas une mince affaire. Eux (les membres du staff,

Ndlr), en tant que professionnels, analyseront sous divers paramètres et on verra bien.

En tout cas, c'est une salle extraordinaire qui n'a rien à envier à celles d'Europe, dont Bercy, une référence. C'est ça avoir de l'ambition et une vision prospective. 15 000 places assises et si vous occupez le parquet, c'est 20 000 personnes. Donc au-delà du show, ils analyseront des éléments, comme l'accessibilité, la sécurité... Le staff me fera bientôt une proposition.

L'on connaît l'artiste, mais les Sénégalais découvrent aussi un Youssou Ndiour qui porte à chaque occasion le maillot supporter de l'Equipe nationale du Sénégal. C'est le cas à la cérémonie des Caf Awards organisée jeudi 21 juillet 2022 à Rabat, au Maroc...

Oui, j'ai été invité par la Confédération africaine de football (Caf) et quand j'ai regardé mon agenda de tournée, j'ai vu que cela coïncidait avec mes deux jours de repos, entre les

concerts de Madrid et de Toulouse. Je me suis rendu à Rabat et je ne l'ai pas regretté du tout. Alors là, pas du tout !

Le Sénégal a fait carton plein, en remportant un deuxième ballon d'or pour Sadio Mané, meilleure équipe africaine, meilleur entraîneur et meilleur jeune révélation de la dernière Can. Comment avez-vous vécu ce grand succès ?

Vraiment, je rends hommage à l'Equipe nationale et à toutes les équipes nationales du Sénégal. C'est l'aboutissement d'un travail qui a débuté il y a longtemps. Celui qui est sacré meilleur entraîneur d'Afrique (Aliou Cissé, Ndlr) faisait partie du projet de relance du football en 2002. C'est l'occasion pour moi de rendre hommage à Augustin Senghor qui fait don de sa personne au profit de l'équipe. Il est entré dans l'histoire. Il faut le féliciter d'avoir réussi son pari avec méthode.

L'Etat aussi, à travers le ministère des Sports, est à féliciter. Le Président Macky Sall qui a une ambition affirmée dans ce sens, a mis les moyens et voilà le résultat : on est champion d'Afrique. Au-delà du foot, il y a plusieurs enseignements à tirer de ce succès.

Un exemple à travers un Aliou Cissé qui, plus qu'un sélectionneur, est un manager endurant. Il y a tant à apprendre de notre statut actuel. Persévérant, méthodique, uni et solidaire, rien ne peut arrêter le Sénégal qui est sur le toit de l'Afrique. Maintenant, passé cette étape, il faut qu'on aille plus loin.

Que dites-vous à Sadio Mané après son sacre ?

Sadio Mané est un homme exceptionnel. Il sait qui il est et d'où il vient. Je l'estime pour son sérieux et sa concentration. En le regardant «Machallah», on ne peut que tirer un chapeau à Bambaly, en particulier à ses parents pour l'éducation qu'ils ont su lui donner.

Je le félicite et l'encourage à persévérer dans ce sens.

Que pensez-vous de son choix de porter le maillot du Bayern de Munich ?

Rejoindre le Bayern est une très bonne chose. On se souvient de son excellent passage à

Salzbourg et la relation entre l'Autriche et l'Allemagne peut légitimement faire penser que Sadio n'aura aucun problème d'adaptation.

Et pour moi, la rigueur allemande va bien avec le sérieux et la rigueur de Sadio. Je pense qu'on aura un Sadio à un autre niveau Inch'Allah.

La campagne électorale pour les élections législatives du 31 juillet 2022 bat son plein, mais l'on ne vous voit pas sur le terrain. Qu'est-ce qui explique cette absence ?

L'absence de Youssou Ndour durant cette campagne est dû au seul fait que je suis en tournée internationale, avec des exigences contractuelles. Je suis en tournée depuis novembre et cela me mène un peu partout.

De votre tournée à l'international, comment appréhendez-vous cette campagne électorale ?

Je pense qu'elle se passe bien. Au début, il y avait quelques tensions, mais tout le monde a compris que seuls les Sénégalais décideront.

Une élection, c'est un moment de propositions et pour ceux qui gouvernent, un moment de faire un bilan et des propositions.

C'est très simple donc, on n'a pas besoin d'invectives ni de violence, d'autant qu'on sait que le Sénégalais sait choisir. En tout cas, chaque jour, le visage de Mimi Touré (tête de liste de la coalition Benno bokk yaakaar, Ndlr) et son sourire me réconfortent quant à l'issue de la campagne. Elle a tout mon soutien et je la félicite pour la campagne qu'elle mène. Benno bokk yaakaar (Bby) unie, c'est comme actuellement l'Equipe du Sénégal de football !

Dans un contexte de forte inflation marquée par la guerre en Ukraine, pensez-vous que Bby pourra avoir la majorité à l'Assemblée nationale ?

Aujourd'hui, il s'agit d'élections législatives et il faut que nous tous comprenions les enjeux, non pas pour Benno, mais pour le Sénégal. On a tendance à oublier qu'on est toujours en période de Covid, à laquelle s'ajoute maintenant l'inflation causée par la guerre en Ukraine. Donc, aujourd'hui plus que jamais, nous avons

besoin de stabilité institutionnelle pour dépasser ce cap délicat pour tous les pays du monde. C'est pourquoi faire confiance à la liste Benno pour l'Assemblée, c'est voter pour garantir une bonne poursuite des chantiers et maintenir la bonne dynamique économique et sociale. N'avons-nous pas plus d'universités, plus d'hôpitaux et plus de moyens qui y sont affectés ? N'avons-nous pas plus d'infrastructures de qualité ? Il nous faut des députés à l'Assemblée qui fassent plus et mieux. Oui, il y a des choses à corriger, mais que chacun se pose la bonne question :

«Qu'on me dise un seul secteur qui ne connaisse pas d'avancées considérables grâce au travail du Président Macky Sall, au travail du gouvernement et grâce au travail de l'Assemblée qui vote les budgets pour ces réalisations.» Le 31 juillet, je suis convaincu que les électeurs donneront une majorité confortable au Président Sall pour qu'il puisse continuer ses ambitieux projets qui foisonnent de Dakar à Cap Skirring, de Mbour à Ndioum.

En tournée, Youssou Ndour pourra-t-il voter ?

Bien sûr, je reviendrai à Dakar Inch'Allah pour faire mon devoir citoyen. Et j'en profite pour lancer un message à tous nos concitoyens.

Pour garantir la stabilité institutionnelle, économique et sociale de notre pays, sachez que votre vote est important et il ne faut pas qu'un seul bulletin de Bby manque pour continuer les chantiers pour l'émergence de notre Pays. Manko utti Ndam lii pour Benno Bokk Yakaar!

Au Concert de Bercy, Vous avez lancé un message pour le Mali. Avez-vous le sentiment d'avoir été entendu ?

Je suis soulagé qu'on ait dépassé cette période.

Nos soeurs et frères du Mali et du Sénégal ont beaucoup souffert de l'embargo.

Vous savez, le Mali et le Sénégal sont deux Etats, mais un même peuple. On est plus que frères. En Afrique, reposons nous davantage sur le dialogue pour régler nos incompréhensions.

REALISE PAR NDIAGA NDIAYE

Foot : la sœur de Cristiano Ronaldo réagit au retourné acrobatique de Messi face à Clermont

Avec son retourné hier, Lionel Messi s'est attiré l'attention du camp de son éternel rival Cristiano Ronaldo notamment la sœur de la star portugaise, Katia Aveiro.



Hier soir, Lionel Messi a inscrit un but magnifique à Clermont (5-0), d'un retourné acrobatique. Une action qui fait le buzz sur la toile depuis hier nuit. Si des fans magnifient le geste de classe de l'argentin, le clan Cristiano Ronaldo a égale-

ment réagi. En effet les fans de l'attaquant portugais ont comparé le but de Messi à celui inscrit par CR7 avec le Real Madrid sur la pelouse de la Juventus Turin en quarts de finale aller de la Champions League 2016, photos à l'appui.

Une comparaison qu'a validé Katia Aveiro, sœur de Ronaldo qui comme on le lui connaît, monte toujours au créneau pour défendre son grand frère.

Source : Afrique Sports



Bélier (21 mars - 19 avril)

Les influx de Mars en Capricorne vous inciteront à faire des efforts pour terminer un travail dans les temps. Vous aurez en effet des délais à respecter. Devant un conflit avec un supérieur, vous le champion du sprint, vous laisserez du temps au temps.

Vous serez dans l'incertitude quant à une rentrée d'argent que vous attendrez et qui tardera à venir. Vous devrez également surveiller vos dépenses, car vous ne ferez pas attention et vous risquerez de dépasser les limites imposées par votre banquier.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Changer de service est votre priorité ! Vous tenez à avoir une ambiance agréable. Il n'y a pas d'entente avec des collègues. Le manque de coopération cause votre gêne. Les démarches peuvent être plus longues que prévu ! Il faut encore être patient.

Il faut faire des efforts pour ne pas liquider votre salaire. Sitôt entré, sitôt parti ! Vous craignez de manquer d'argent avant la fin du mois. Le véhicule ou des appareils ménagers peuvent tomber en panne. De la contrariété vous accompagne jusqu'au soir.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si, dans le cadre de votre activité, on vous demande de mettre en oeuvre des méthodes innovantes, vous aurez la présence d'esprit de faire valider votre travail ou toute décision importante le concernant. Vous penserez à vous protéger le plus possible.

Le Soleil en personne mettra aujourd'hui le focus sur votre budget : capacité d'épargne, dépenses revues en fonction de vos moyens, etc. Vous allez pratiquement soumettre vos finances à un véritable audit ! En ce début d'année, il sera nécessaire...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

On dit de vous, cher natif, que vous êtes un bon élément, ça en dit long sur vos qualités professionnelles. Les bruits de couloir vous les entendez, mais vous ne vous relâchez pas, bien au contraire, ce challenge est encore plus motivant. Les planètes se chargent de superviser vos comptes en banque. Vous trouvez des solutions très efficaces pour redresser la barre. Aujourd'hui, cher natif, vous pouvez enfin souffler. Grâce à un vieux placement, votre argent fait des petits.



Lion (22 juillet - 23 août)

Aux commandes dans votre secteur VI, Mars, Jupiter, Saturne et Pluton stimuleront votre ambition, mais vous soumettront aussi à une forte pression. Surplus de travail à la dernière minute, dossiers à boucler, tout devra être fait dans l'urgence.

Mercure rétrograde pourrait être le messager de mauvaises surprises. Vos aides seront réduites ou vous aurez un surplus de dépenses que vous n'aviez pas prévues. Mieux vaudra prendre les devants en trouvant un plan B pour vous en sortir au mieux.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Restez superficiel, il n'y a pas grand-chose à espérer de vos collègues. Ils se battent aussi pour leur place. Au sein de votre service, c'est le désordre. Chacun veut postuler. Le découragement peut être général. L'envie de démissionner vous tente.

Faites attention à vos frais. Pour l'heure, les charges continuent de vous écraser. Les revenus couvrent juste les frais. Des sorties d'argent sont inattendues. La réparation d'un véhicule peut faire partie des embûches ! Un peu de patience avant de vous faire plaisir !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Côté professionnel, vous serez tout prêt du but, mais une situation conflictuelle menacera de balayer vos espoirs. Vous ferez l'erreur de penser que tout peut se résoudre en un claquement de doigts, surtout s'il s'agit en l'occurrence des vôtres...

Jeter l'argent par les fenêtres ? Aujourd'hui, vous le ferez même par les toits... À cause de la présence de Vénus, vous aurez tendance à multiplier les impairs. Comme cette planète sera dépensière, les nuages s'amoncelleront au-dessus de votre trésorerie.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un collègue de travail vous aide à finaliser un projet, vous appréciez et pourtant, il y a quelque chose qui vous dérange. Sur des détails, vous n'êtes pas du même avis que lui. Vous taire ou pas, vous avez les fesses entre deux chaises.

Prenez garde, vous devez absolument éviter les faux-pas, car cela entraîne des difficultés, mais aussi de mauvaises surprises. Ne vous laissez pas influencer sur la façon de gérer votre argent. Prenez vos décisions. Pesez le pour et le contre.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Même si votre travail vous mènera parfois la vie dure, vous tiendrez bon. Vous développerez assez de combativité pour aborder les situations compliquées en confiance, en voyant le verre à moitié plein. Vous parviendrez à vous organiser différemment.

Votre domaine financier sera visé par de nombreuses planètes aux répercussions bien différentes. Avec des incitations à la dépense, surveillez vos comptes de près. Vous aurez aussi des rentrées d'argent. Il vous restera à trouver le juste équilibre.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Des démarches sont amorcées. Elles donnent l'occasion de faire le point sur votre carrière. Un changement dans un nouveau service est souhaité. Vous pourriez accéder à cette demande, avec une aide. Un chef bienveillant peut appuyer votre requête !

Vous faites de votre mieux pour limiter les frais ! Mais ils restent élevés. Votre train de vie peut causer des frais supplémentaires. Ils ne tombent pas du tout au bon moment ! Votre véhicule ou un appareil ménager pourrait exiger une réparation.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Passionné dès qu'il s'agit de faire progresser votre expérience professionnelle, ami Verseau, vous ne lésinerez pas sur les moyens déployés pour entrer dans le monde de la nouveauté, notamment ceux qui touchent l'espace et la recherche !

Vis-à-vis de vos sous, vous agirez avec sagacité au lieu de foncer tête baissée. Aujourd'hui, vous aurez l'âme d'un bâtisseur. C'est pourquoi vous souhaitez investir votre argent au lieu d'acheter un objet luxueux ou d'un prix conséquent...



Poisson (19 février - 21 mars)

De larges perspectives vous emmènent vers vos objectifs professionnels, autant vous dire, que les chances de réussite sont bien présentes aujourd'hui. Votre détermination est dopée, votre motivation est grande. C'est une journée très positive.

Aujourd'hui, cher Poissons, vous pouvez tenter votre chance au jeu. Effectivement, tout est possible ! La tendance financière du jour est favorable. Les planètes protègent de très près vos finances. Une bonne nouvelle en appelle une autre.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1110 **Malikilé**
Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg
Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès

1111 **Malikilé**
Situation financière du Mali : Mon pays n'est pas en "défaut de paiements"
Revoilà le Cadre d'Echanges

1112 **Malikilé**
Durée de la Transition
Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !

1113 **Malikilé**
Durée de la Transition
La polémique entre le Mali et la CEDEAO

1114 **Malikilé**
Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa part
Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification

1115 **Malikilé**
Lancement de la Semaine nationale des professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement
Essaoufou Mahamadou, un médiateur contesté !

1116 **Malikilé**
Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir
Le top départ !

1117 **Malikilé**
Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires
Le nîet du Mali à la force française Barkhane

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23